L'AVOCAT DE LA CITE

Département en Loi. *Montréal,* 9 Janvier *189*9.

A

SON HONNEUR le MAIRE

et aux ÉCHEVINS de la Cité de Montréal.

Messieurs,

Par résolution adoptée en séance spéciale ajournée de Votre Conseil, en date du 30 décembre dernier, les trois questions suivantes nous ont été soumises pour avoir notre opinion sur chacune d'elles.

1o Un Comité a-t-il le pouvoir de prendre en considération une question dont aucun avis préalable n'a été donné, et après qu'un membre a demandé de la renvoyer à une prochaine assemblée?

2o Un contrat passé par un Comité pour un an et sans la sanction préalable du Conseil, est-il valide et obligatoire pour la Cité?

3o Un bail passé par le Comité de Santé pour l'occupation d'une maison comme morgue, sans autorité ou permission du Conseil, est-il légal?

Nous avons maintenant l'honneur de répondre comme suit:

1o La procédure à suivre dans les délibérations des Comités ainsi que leurs attributions, n'ayant jamais été définies soit par règlement ou résolution du Conseil, il

s'ensuit

Archives de la Ville de Montréal

s'ensuit que nous n'avons aucun texte de loi pour mettre en en vigueur les règles du Conseil dans les délibérations des Comités; il semble qu'on a été, dans le passé, presque toujours guidé par l'usage, qui voulait que la majorité décidât.- Nous croyons que c'est l'occasion pour nous d'attirer l'attention du Conseil sur la nécessité de définir les pouvoirs et attributions des Comités et la procédure à suivre dans la discussion.- En sorte que notre réponse est dans l'affirmative.

2o A la seconde question nous répondons dans la négative:- le principe à suivre est que les Comités ne peuvent lier la ville par contrat sans une sanction préalable du Conseil, cependant nous devons déclarer que, par tolérance ou consentement tacite de ce dernier, les Comités ont souvent passé des contrats que les Tribunaux ont reconnus comme valables.

3o Le Comité de Santé ne peut légalement faire un bail pour un an, pour l'établissement d'une morgue, sans la sanction du Conseil; mais nous sommes informés que tel bail a été mis en force depuis nombre d'années, par tolérance, sans la formalité essentielle.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

L. O. Taillon

L. A. Richard

Avocats de la Cité.

Archives de la Ville de Montréal

City attorneys
on questions
submitted by
Council. - Règles du
Conseil appliquées dans les
Commissions permanentes.

Presented to Council 9 Jan 1899
Présenté au Conseil

filed

Archives de la Ville de Montréal

Montreal Island Belt Line Railway.

W. DALE HARRIS,
President.

J. P. MULLARKEY,
Managing Director.

BELL TELEPHONE 2933.

Montreal, June 14th 1899

To the Worship the Mayor
and Aldermen of the
City of Montreal

Gentlemen

In addition to the joint application of the Dominion Cotton Mills Co, and the Montreal Island Belt Line Ry Co, I have the honor to make special application on behalf of the latter company, for the consent of your Council to construct and operate a branch line of Railway on Madison Street between the main line of the Company north of Lugeette Street and the premises of the Dominion Cotton Mills Company on Notre Dame Street, in so far as the Corporation of Montreal is concerned in the said Street.

I have the honor to remain

Your obedient servant

J. P. Mullarkey

Managing Director

Archives de la Ville de Montréal

Bureau du Greffier de la Cité.

Montréal, 30 janvier 1899.

A Son Honneur le Maire de Montréal-

Monsieur le maire,

On s'est plaint que le rapport du Comité Spécial des Réclamations avait été publié dans le "Herald" avant d'avoir été soumis au conseil.

Je tiens à déclarer ici, pour ma propre justification, que je n'ai communiqué à personne le rapport en question, et que j'ignore absolument comment le reporter du "Herald" est parvenu à en prendre connaissance.

Espérant que vous voudrez bien faire connaître au conseil la déclaration que je fais par les présentes,

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le maire,

Votre obéissant serviteur,

Eug. Gélinas.

Secrétaire du Comité Spécial des Réclamations.

Archives de la Ville de Montréal

Eug. Echinas re publication d'un certain rapport de Comité dans le Herald

Presented to Council 30 Jan 89
Présenté au Conseil

Table

Referred to
Renvoyé à

Archives de la Ville de Montréal

CLUB INDEPENDANT OUVRIER, INCORPORE.

BUREAU DE DIRECTION :

L. N. CADIEUX de COURVILLE,
Président, 1085, Berri.

MICHEL AMBEAU,
1er Vice-Président, 74, Amherst.

C. J. BELAND,
2nd Vice-Président, 1379, Ontario.

D. MARTEL, Trésorier, - 69 Carillon.

J. E. DESMARAIS,
Sec.-Financier, rue St-Laurent.

J. M. DUPONT,
Sec.-Arch., 1159, Ontario.

A. L. GAREAU,
Sec.-Corresp., 391 Amherst.

Montreal, 6 Fév. 1897

à Mr. Son Bon Le Maire
et M.M. Les Echevins

Messieurs

A son assemblée tenue hier après midi le Club Ind. Ouv. Inc. a voté a l'unanimité la motion suivante. Proposé par Mr. E. C. St Amour et B. Rodier. "Que le Club Ind. Ouv. Inc. proteste energiquement contre l'enlevement des vidanges par contrats et que copie soit envoyée au conseil.

Nous demeurons Messieurs vos tres humbles electeurs membres du Club Ind. Ouv. Inc.

A. L. Gareau sec.

Archives de la Ville de Montréal

Club Ind. Ouvrier
protesting against
the proposal
to have the
Dredging done
by Contract.

Presented to Council 6 Feb 1899
Présenté au Conseil 18

Table

CLUB INDEPENDANT OUVRIER, INCORPORE.

Archives de la Ville de Montréal

Office of the
Railway Committee of the Privy Council

Ottawa February 16th 1899

No. 16340
Subj. 193
Ref. 7959

Sir

I am directed to inform you, that a meeting of the Railway Committee of the Privy Council, will be held in this Office at 11 a.m. on Wednesday, the 22nd inst. of February, instant, when the application of the Montreal Island Belt Line Railway Company for permission to construct a branch line from its main line to the Dominion Cotton Mills Works on Notre Dame Street, in the City of Montreal, will come up for hearing.

I am, Sir,
your obedient servant,

Secretary, Railway Committee, P.C.

To His Worship
The Mayor,
Montreal.

P.S. —

Archives de la Ville de Montréal

Secretary Railway Com. re application of Bell Tel. to lay a branch line along Dividend St.

Presented to Council 20 Feb 99
Présenté au Conseil

Table

Archives de la Ville de Montréal

SOCIÉTÉ DES

Marchands Détailleurs de Nouveautés

DE LA PROVINCE DE QUEBEC

MONUMENT NATIONAL 218 RUE ST. LAURENT.

Montréal, 19 Février 1899.

A Son Honneur le Maire de Montréal,

Nous avons l'honneur de vous faire part, qu'à une assemblée du Comité des Marchands tenue ce jour, il a été résolu unanimement qu'une députation composée du Président et d'un certain nombre de membres du Comité soit envoyée auprès de Son Honneur le Maire de Montréal, pour le prier de bien vouloir demander l'appui du Conseil de ville pour faire insérer de nouveau dans la Charte de la Cité, la clause No. 363, qui donne le pouvoir à la corporation d'imposer une taxe sur les magasins à rayons, laquelle clause ayant été biffée par le sous-comité de législation par une seule voix de majorité.

Confiant en votre amabilité ordinaire, nous nous souscrivons bien cordialement

Vos très dévoués,

Chs. Meunier,

J. P. Dixon,
Présidents du Comité,

J. O. Gareau,--J.B.A. Lanctôt,

J.D. Couture,- R. A. Lesage,

N. Tousignant-Frs. Archambault,

Archives de la Ville de Montréal

Consulat Général de France
dans la Puissance
du Canada

Montréal, 20 Février 1899.

Monsieur le Maire,

Les obsèques de M. Félix Faure, Président de la République Française auront lieu à Paris le jeudi, 23 Février 1899.

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, le même jour, à dix heures du

Son Honneur
Monsieur Préfontaine,
Maire de Montréal,

Archives de la Ville de Montréal

matin, sera célébré à l'Eglise Notre-Dame à Montréal, un service solennel auquel présidera Sa Grandeur Mgr. l'Archevêque.

J'ai l'honneur de vous inviter à cette cérémonie et je vous prie de communiquer la même invitation à M.M. les échevins, aux chefs de service et à tout le personnel placé sous vos ordres./.

Agréez, Monsieur le Maire les assurances de ma considération la plus distinguée,

Le Consul Général,

O Kleczkowski,

Archives de la Ville de Montréal

Montreal Island Belt Line Railway.

W. DALE HARRIS,
PRESIDENT.

STREET RAILWAY CHAMBERS

J. P. MULLARKEY,
MANAGING DIRECTOR.

Montreal, Feb. 13, *189*

To the City Clerk,

City Hall. City.

Dear Sir:-

I beg, on behalf of the Montreal Island Belt Line Railway Company, to inform you that the Company has made an application to the Railway Committee of the Privy Council of Canada to sanction the building of a branch line by the said Company between their main line and the Dominion Cotton Mills Company's Works, in the said City of Montreal, to follow along Davidson Street, ~~of~~ all in pursuance of the terms set forth in section 121 of the Railway Act of Canada.

Yours respectfully,

W. Dale Harris,

President.

Archives de la Ville de Montréal

Belt Line that they have applied to the Ry. Com. ah Ottawa to lay a siding on Davidson Sh.

Presented to Council ~~Table~~
Présenté au Conseil 20 feb 19

Table

Archives de la Ville de Montréal

Montreal, February 13, 1899.

To the Mayor and Aldermen

of the City of Montreal.

We the undersigned proprietors along Davidson Street in Hochelaga Ward, consent to the construction, and operation of a branch line of the Montreal Island Belt Line Railway, along Davidson Street, between the main line of the Railway and the Dominion Cotton Mills , south of Notre Dame Street, provided said branch line is operated by Electricity, and that the Dominion Cotton Mills Coy proceeds with the construction of the proposed additions, as per plans prepared by "T. Pringle & Sons" to its present premises without unnecessary delay, which additions will necessitate a probable increase in the number of employees of about ~~one~~ two hundred; provided also that the proposed additions to said Mills be completed within three years from this date.

We further respectfully urge that the Railway Company be authorized to operate the said branch line for passenger as well as freight business.

Thos J. Darling 199 Notre Dame St
M. Courtois 117 Désiry
Joseph Venne 230 St Catherine
~~Estate~~ Marin for Victor Morin
Peter Tétreault Longue Pointe P.Q.
Elizabeth Cadieux Sénécal rue Roy 271.
Auguste sa Venne rue Cuvillier No 76
Fr. Lioleau 191 Notre-Dame

Archives de la Ville de Montréal

Petition of

Proprietors on Davidson

etc

Presented to Council 28 feb 1899
Présenté au Conseil .....

Table

Archives de la Ville de Montréal

Meets 1st and 3rd Thursday of ecah Month.

In Blue Label Hall, 278 St. Lawrence Street.

Federated Trades Council

Affiliated with the American Federation of Labor.

MONTREAL, 18 Fev. 1899

Mr L. O. David
Greffier de la Cité

Cher Monsieur.

A l'assemblée reguliére du Conseil Fédéré une résolution a été adoptée à l'unanimité de remercier sincierement Messieurs les Echevins qui ont voté le maintien de l'enlevement des vidanges fait par la Cité et par ce moyen protéger ainsi les interets des contribuables Et qu'aussi que lecture de cette resolution leur soit transmise

Fait ce jourd'hui 6 Fevrier 1899

Bien a vous.

J. Lemond
Sec. Correspondant.

c/o P.O.
Boite 682

Archives de la Ville de Montréal

Conseil fédéral du
travail remercie
le Conseil parce qu'il
ne pas donné à
l'entreprise l'enlè-
vement des vidanges

Presented to Council 3 Mai 1899
Présenté au Conseil 1899

Table

Archives de la Ville de Montréal

Consulat Général de France
dans la Puissance
du Canada

Montréal, 25 Février 1899.

Monsieur le Maire,

Je vous remercie d'avoir communiqué au Conseil de Ville l'invitation d'assister au service célébré Jeudi dernier à la mémoire du Président Faure.

J'ai apprécié la décision du Conseil de participer à cette cérémonie funèbre et je vous prie de l'en remercier.

Monsieur Préfontaine,
Maire de la Ville de Montréal.

Archives de la Ville de Montréal

Le concours des hommes de la Police et du Corps des pompiers, placés dans l'allée centrale de la nef de Notre-Dame, a ajouté un élément de solennité de plus à cette imposante manifestation religieuse.

Vous voudrez bien, Monsieur le Maire, transmettre aux officiers et aux hommes ayant fait partie de ces détachements l'expression de toute ma satisfaction.

Vous me permettrez de déposer entre vos mains, en un chèque que vous trouverez ci-joint, une somme de cinquante dollars, dont vous voudrez bien assurer la répartition entre les caisses de secours ou de prévoyance des deux corps dont il s'agit./.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire les assurances de ma haute considération,

Le Consul Général,

A Kleczkowski

Archives de la Ville de Montréal

Montréal, 2 Mars 1899.

Recu du Maire de Montréal la somme de vingt-cinq piastres, ($25.00) donnée par le Consul de France, pour le Fonds de Secours de ~~la Police~~ Pompiers.

W. Benoit
Chief Fire Dept

Archives de la Ville de Montréal

Montréal, 2 Mars 1899.

Recu du Maire de Montréal, la somme de vingt-cinq piastres, ($25.00) donnée par le Consul de France, pour le Fonds de Secours de ~~Pompiers~~ la Police.

J. Kehoe
Inspecteur de police

Archives de la Ville de Montréal

Le Consul Général de France remerciant le Conseil d'avoir assisté au service pour le repos de l'âme du Président Loure & envoyant $50 pour les fonds de prévoyance du feu & de la police

Presented to Council.....
Présenté au Conseil 3 Mars 99

Bureau

Archives de la Ville de Montréal

REPRESENTATIVES IN CANADA

FOR

IMHAUSER'S
IMPROVED WATCHMAN'S TIME DETECTOR.

REVERE RUBBER CO.
RUBBER LINED FIRE HOSE.

DECARIE
CONTROLLING NOZZLES, PATENT COUPLINGS & CUT OFFS.

HOLLOWAY
CHEMICAL FIRE ENGINES.

CAIRNS & BRO.
FIRE EQUIPMENT.

TOWER & LYON
POLICE EQUIPMENT.

DOLAN & CO.
POLICE LANTERNS, ETC.

GRAHAM'S
ROTARY FIRE BELL.

COMBINATION EXTENSION LADDER CO.
EXTENSION FIRE LADDERS WITH PATENT SAFETY LOCK ATTACHMENT.

SHAND, MASON & CO.
FIRE ENGINES.

LA FRANCE FIRE ENGINE CO.
STEAM FIRE ENGINES AND "HAYES" AERIAL LADDER TRUCK.

GOULDS MFG. CO.
HAND FIRE ENGINES.

DEPARTMENTS.

MILITARY.
UNIFORMS, CAPS, ACCOUTREMENTS, SWORDS, SPURS, SADDLERY, ETC.

POLICE.
UNIFORMS AND HEADDRESSES, ACCOUTREMENTS AND EQUIPMENTS.

FIRE BRIGADE.
UNIFORMS, ACCOUTREMENTS, EQUIPMENTS AND APPARATUS.

LIVERY.
MESSENGERS, PORTERS, PAGES, CONDUCTORS, ETC.

BAND UNIFORMS.
CLOTHING, HEADDRESSES, ACCOUTREMENTS, ETC.

MUFTI.
CHOICEST QUALITIES AND LATEST STYLES CLOTHING.

FURS.
CAPS, COLLARS, GAUNTLETS, ETC.

FUR LINED OVERCOATS A SPECIALTY.

OFFICE OF
JOHN MARTIN, SONS & CO.
MILITARY, POLICE, FIRE BRIGADE AND GENERAL OUTFITTERS.

455 ST. PAUL STREET,

CABLE ADDRESS: "MARTINSONS."

MANUFACTURERS OF THE FIRE UNDERWRITERS' CHEMICAL COMPARTMENT FIRE PAILS.

MONTREAL, March 3rd 1899

L. O. David Esq
City Clerk
Montreal

Dear Sir – We have been informed that the contracts for Police Caps, Helmets and Buttons &c &c awarded by the Police Committee on March 1st inst. is to come up before the Council this afternoon for ratification – We wish to enter a protest against our Tender for Buttons, Caps and Helmets having been refused to be opened by the Police Committee owing to our Samples being delivered after the time stated for Tenders to be in, and enclose a copy of letter sent to the Police Committee which we wish you to read together with this at The Council meeting this afternoon.

Yours Respectfully
John Martin Sons Co
pp H K Martin

ALWAYS READY
HAVE YOU SEEN THEM
YOU SHOULD HAVE THEM
CHEMICAL COMPARTMENT PAIL
MANUFACTURED BY JOHN MARTIN SONS FIRE DEPARTMENT SUPPLIES 455 ST. PAUL ST. MONTREAL
NEVER FAILS

Archives de la Ville de Montréal

NS."

Copy

BELL TELEPHONE:
"MAIN" 1193.

JOHN MARTIN, SONS & Co.
CIVIL & MILITARY
OUTFITTERS
MONTREAL

455 ST. PAUL STREET,

COPY.

MONTREAL, 1st March, 1899.

To the Chairman and Mambers,
Police Committee. City Hall.Montreal.

Gentlemen/-

With reference to our tender put in this morning in accordance with the terms of your advertisment, for the supplying of Caps, Helmets and Buttons for the use of the Officers and Men of the Police Department, and your refusal to consider our tender on the grounds that it was not delivered at the proper time, we beg to make the following statement:-

Our cheque for $100, was deposited with the City Treasurer at 9.45 this morning and at 9.48, our tender was deposited in the office of the City Clerk, in the presence of Mr.R.Beauset.

Our samples were delivered in the Office of the Chief of Police before 10.30 this morning.

We understand you claim it was decided at the last meeting of your Committee that unless the samples were deposited by the time advertised for the tenders to be received, they would not be considered. This resolution was not made public in any way and the custom hitherto followed by the different Committees at the City Hall, and so far, without objection, has been that so long as the tenders were deposited by the proper time, the samples could be delivered shortly after or some time before the Committee meeting was held.

We would respectfully draw your attention to the fact that your advertisment for tenders does not call for the supplying of samples of the goods tendered for and further, that when our Mr.H.K.Martin called at the office of the Superintendent of Police on the 22nd ulto, to examine the standard samples, which it was advertised, were on view at that office, he was informed that there were no standard samples of Helmets or Cap on view. The short time given between the appearance of the Advertisment in the papers, calling for tenders and the date for the tenders to be deposited, was the special cause of our not having got our samples delivered at the Superintendent's Office before ten o'clock this morning.

We would respectfully ask that our tender and samples be examined and given due consideration.

Yours truly,

John Martin Sons & Co.
pp H K Martin

Archives de la Ville de Montréal

J. Martin & Sons & Co.
protesting against
the action of the
Police Comr who
refused to consider
their tender for
buttons &c.

Presented to Council 3 Mar 99
Présenté au Conseil

Table

Archives de la Ville de Montréal

Le onzième jour de Mars mil huit cent quatre-vingt dix-neuf,

Devant Me Pierre-Chrysologue Lacasse, notaire pour la province de Québec, résidant et ayant son bureau d'affaires à Montréal, dans le district de Montréal, soussigné,

A C O M P A R U :

Arthur - Louis - Brault, marchand, de Montréal,

Lequel a exposé et déclaré au notaire soussigné ce qui suit:

Que par une résolution du conseil municipal de la Corporation ~~de~~ "La Cité de Montréal" adoptée à une de ses assemblées tenue à Montréal, le trois de Mars courant (1899), le conseil municipal de la dite corporation ~~de~~ "la cité de Montréal" a décidé de donner, au requérant, l'entreprise ou contrat pour la confection des blouses des officiers de la police, au prix de onze piastres et cinquante centins, pièce, et les blouses des constables, au prix de sept piastres et soixante cinq centins, chaque, tel qu'il appert par les procès-verbaux du dit conseil municipal.

Cet exposé fait, le comparant a déclaré accepter comme il accepte, par les présentes, la résolution sus-mentionnée du dit conseil, et il leur notifie, par ces mêmes présentes, qu'il tient l'offre, par lui faite, relativement

Archives de la Ville de Montréal

relativement à l'entreprise dont il est parlé ci-dessus, dûment acceptée par le dit conseil; qu'il n'y a lien de droit entre ce dernier et lui, et qu'en conséquence de ce que dessus, il a commencé à exécuter son contrat et à faire les habits qu'il s'est obligé de faire par sa soumission, en conformité aux spécifications du comité de police, relatives à cet objet, et qu'il continuera à exécuter son contrat, en son entier, aux conditions de son offre et de la résolution précitée du dit conseil, dont il exige et exigera l'accomplissement.

Et le comparant a requis le notaire soussigné, de signifier copie des présentes à la dite corporation de "la cité de Montréal," pour servir et valoir ce que de droit.

Fait et reçu à Montréal, à la date en premier lieu mentionnée, sous le numéro deux mille trois cent soixante onze des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite, le comparant a signé avec le notaire.

(Signé) A. L. Brunet
P. C. Lacaille notaire.

Vraie copie de la minute restée en mon office.
(un renvoi bon, trois mots rayés nuls)
P. C. Lacaille
notaire

Archives de la Ville de Montréal

N° 2371.

11 Mars 1899

ACCEPTATION DE RESOLUTION ET

NOTIFICATION

— par —

M. A. L. Brault.

— à —

La Cité de Montréal.

le copie

Presented to Council 13 Mar 99
Présenté au Conseil

P. C. Lacasse, notaire.

Archives de la Ville de Montréal

O N T H I S thirteenth day of the month of March eighteen hundred and ~~nineteenth~~ ninety-nine -

At the special instance and request of Messrs. H. SAXE & SONS, of the City and District of Montreal, merchant tailors, hereinafter called the requerants -

I, C. de SALABERRY, the undersigned Notary Public, residing and practising in the City and District of Montreal, in the Province of Quebec -

Personally went to the office, at the City Hall, in the City of Montreal, of THE CITY OF MONTREAL, body politic and corporate duly incorporated and having its principal place of business in the said City of Montreal -

Where being and speaking to Mr. René Bauset

Assistant City Clerk of said City of Montreal, I did then and there declare: unto the said City of Montreal, as follows to wit;

That at a special meeting of the COUNCIL OF THE SAID - CITY OF MONTREAL, on Friday, the third day of March instant the contract for the officers and men's summer and winter - pants, as well as for the constables summer and winter - pants was awarded to the said requerants at the prices mentioned at said meeting;

That the said requerants have ordered the necessary goods for the fulfilling of their contract which they have already begun and (1) will continue with all due diligence.

(1) will

And I, the said undersigned notary, at the request aforesaid and speaking as aforesaid, did notify and inform the said City of Montreal that in the event of the above mentioned contract being withdrawn from said requerants and given to anybody else, the said requerants shall hold said City of Montreal responsible for all costs, losses, damages

and

Archives de la Ville de Montréal

and inconveniences which the said requerants may suffer by reason of the said City of Montreal withdrawing from them the contract or award in question, and will take all legal proceedings which they may be advised. Mr Lake in the matter.

And in order that the said City of Montreal may not plead or pretend ignorance in the premises, I have served it with an authenticated copy of these presents, speaking as aforesaid.

THUS DECLARED AND NOTIFIED at the said City of Montreal, the day, month and year first above and before written, under the number two thousand eight hundred and eleven

IN TESTIMONY WHEREOF, I have signed.

(Signed) C. de Salaberry N.P.

True copy of the original hereof remaining of record in my office. One marginal note is good and one word erased is null.

C de Salaberry N.P.

Archives de la Ville de Montréal

No.2811.

The 13th March 1899

Notification & Request

by

Messrs. Saxe & Sons

to & vs

The City of Montreal

$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$

1 Ist. Copy.

Presented to Council 13 Mar 1899
Présenté au Conseil 18

Table

Referred to ....
Renvoyé à ....

C. de Salaberry, N.P.

Archives de la Ville de Montréal

No 11538

Le 13 Mars 1899.

Déclaration & Avis

par

Boucher & Mercier

à

La Cité de Montréal.

1ère Copie.

Presented to Council 13 Mai 99
Présenté au Conseil

C. E. L E C L E R C , N. P.

Archives de la Ville de Montréal

REPRESENTATIVES
IN CANADA
FOR
IMHAUSER'S
IMPROVED WATCHMAN'S TIME DETECTOR.
REVERE RUBBER CO.
RUBBER LINED FIRE HOSE.
DECARIE
CONTROLLING NOZZLES, PATENT COUPLINGS & CUT OFFS.
HOLLOWAY
CHEMICAL FIRE ENGINES.
CAIRNS & BRO.
FIRE EQUIPMENT.
TOWER & LYON
POLICE EQUIPMENT.
DOLAN & CO.
POLICE LANTERNS, ETC.
GRAHAM'S
ROTARY FIRE BELL.
COMBINATION
EXTENSION LADDER CO.
EXTENSION FIRE LADDERS WITH PATENT SAFETY LOCK ATTACHMENT.
SHAND, MASON & CO.
FIRE ENGINES.
LA FRANCE
FIRE ENGINE CO.
STEAM FIRE ENGINES AND "HAYES" AERIAL LADDER TRUCK.
GOULDS MFG. CO.
HAND FIRE ENGINES.

DEPARTMENTS.
MILITARY.
UNIFORMS, CAPS, ACCOUTREMENTS, SWORDS, SPURS, SADDLERY, ETC.
POLICE.
UNIFORMS AND HEADDRESSES, ACCOUTREMENTS AND EQUIPMENTS.
FIRE BRIGADE.
UNIFORMS, ACCOUTREMENTS, EQUIPMENTS AND APPARATUS.
LIVERY.
MESSENGERS, PORTERS, PAGES, CONDUCTORS, ETC.
BAND UNIFORMS.
CLOTHING, HEADDRESSES, ACCOUTREMENTS, ETC.
MUFTI.
CHOICEST QUALITIES AND LATEST STYLES CLOTHING.
FURS.
CAPS, COLLARS, GAUNTLETS, ETC.
FUR LINED OVERCOATS A SPECIALTY.

OFFICE OF
JOHN MARTIN, SONS & CO.
MILITARY, POLICE, FIRE BRIGADE
AND GENERAL OUTFITTERS.

MANUFACTURERS OF THE
FIRE UNDERWRITERS'
CHEMICAL
COMPARTMENT
FIRE PAILS.

CABLE ADDRESS:
"MARTINSONS."

455 ST. PAUL STREET,

MONTREAL, 13th March. 1899. 189

L.O.David.Esq.

City Clerk. City Hall.Montreal.

Dear Sir/-

We beg respectfully to ask that the contract for supplying Police Buttons may be awarded to us, in accordance with the terms of our tender of the 1st inst, which though perfectly regular, was not considered by the Police Committee on the grounds that our samples were not delivered by the time tenders were to be in. According to the advertisment calling for tenders, samples of the goods tendered for were not required to be submitted by the tenderers.

Yours respectfully,
John Martin Sons &
pp H Martin

The prices at which we agreed to supply the buttons required were as follows:-

Gilt "Police" Buttons as sample No.1. American make,

Coat size $7.00 per gross,

Vest size $3.50 " "

Gilt "Police" Buttons, as sample No.2. English make.

Coat size, $5.75 per gross.

Vest size $2.95 " "

John Martin Sons &
pp H Martin

Archives de la Ville de Montréal

John Martin, Sons & Co. asking that they be awarded the Contract for buttons for the Police force.

Presented to Council 13 Mar 1899
Présenté au Conseil 13

Referred to
Renvoyé à

Archives de la Ville de Montréal

L'An mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, le treizième jour du mois de Mars à Lundi,

A LA REQUISITION DE:

Messieurs Benjamin Mercier et Frédéric Arthur Boucher, tous deux marchands-tailleurs, demeurant dans les Cité et District de Montréal, Province de Québec, Canada, y faisant affaires comme tels ensemble en société, sous les nom et raison de " BOUCHER & MERCIER."

Je, Soussigné, Cléophas Edouard Leclerc, notaire public pour la dite province, résidant et pratiquant dans la dite Cité, me suis exprès transporté au bureau d'affaires de La Cité de Montréal, (ci-après nommée: " la dite Cité,") corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires, dans la Cité de Montréal à l'Hotel de Ville, où étant et parlant à Monsieur Laurent Olivier David, le greffier de la dite Cité, j'ai dit et déclaré à la dite Cité ce qui suit, savoir:

Attendu qu'à une assemblée spéciale du conseil de la dite Cité, tenue à Montréal, le trois mars courant, il aurait été résolu d'accorder aux dits requérants le contrat de la confection des pardessus des constables de la dite Cité, au prix de douze dollars et quatre-vingt-quinze centins ($ 12.95) par chaque pardessus, conformément à la soumission des dits requérants.

C'est pourquoi, je, dit notaire à la dite requisition et parlant comme susdit, ai par les présentes donné avis à la dite Cité, que les dits requérants acceptent le contrat qui leur a été octroyécomme susdit, qu'ils sont prêts à remplir leurs obligations et qu'ils tiennent la dite Cité liée envers eux à toutes fins que de droit, ce concernant.

Et pour que la dite Cité, ne puisse prétexter cause d'ignorance des présentes, je, dit notaire, lui

en

Archives de la Ville de Montréal

en ai signifié et laissé une copie authentique parlant comme susdit.

D O N T A C T E :

Fait et Signifié à Montréal susdit, les jour, mois et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, sous le numéro onze mille cinq cent trente-huit de mon répertoire.

En foi de quoi j'ai signé.

(Signé) C. E. LECLERC, N. P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée de record en mon Etude.

Archives de la Ville de Montréal

Département en Loi. Montréal, 13 Mars 189 9.

A

SON HONNEUR le MAIRE

et aux ECHEVINS de la Cité de Montréal.

Messieurs,

re Passation de contrats par le Conseil.

En principe, un rapport de Comité acceptant une ou des soumissions de la part de personnes qui veulent entrer en contrat avec la Cité, amendé et finalement adopté comme tel par le Conseil, constitue un contrat parfait qui lie la ville, à moins de conditions et restrictions à ce contraires.

Nous sommes informés que c'est ainsi que les soumissions pour uniformes ou habits des officiers et constables de la Force de Police ont été acceptées:- en conséquemce il y a contrat entre les parties.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

Avocats de la Cité.

Archives de la Ville de Montréal

Opinion des avocats
re Contrats de la
Police.

Presented to Council.....13
Présenté au Conseil 13 mai 1899

Referred to.....
Renvoyé à.....

Archives de la Ville de Montréal

Law Department. Montreal, 20 Mars 1899. 188

A

SON HONNEUR le MAIRE

et aux ECHEVINS de la Cité de Montréal.

Messieurs,

re " CADIEUX" vs la Cité.- Rapport du Journal " THE STAR,"

concernant le Département en Loi.

Votre Conseil nous demande un rapport au sujet d'un article publié dans le journal " The STAR " le 28 février dernier, à la page 9, et intitulé:" LAW DEPARTMENT EXPLAINS: "Important statement as to certain cases the City has lost."- et nous avons l'honneur, en réponse, de vous déclarer que les explications contenues dans cet article de la part d'un des avocats de la Cité, Monsieur Archambault, au sujet de la cause de " Cadieux vs la Cité" sont exactes, et font voir les difficultés qu'a rencontrées la Cité Défenderesse pour se défendre avec avantage.

Cette cause est maintenant pendante en appel à la COUR SUPREME et nous nous proposons, de concert avec les Avocats Consultants de la ville, de mettre toute l'énergie et le zèle possible pour réussir: ce que du reste nous nous sommes

Archives de la Ville de Montréal

M. Daily Star
28 Février 1899.

LAW DEPARTMENT EXPLAINS.

Important Statement as to Certain Cases the City Has Lost.

Mr. Archambault, joint city attorney, gave to the Star to-day—it will be demanded by the City Council—the explanation as to the losing of two cases in which remarks were make by judges, in the Civil Court, uncomplimentary to the city's Law Department.

Mr. Archambault said: "In regard to the remarks of Judge Ouimet, to the effect that the city should have adduced more evidence than argument in the case of Hector Cadieux, who claimed a large amount for being an expert in expropriation cases, in which it was understood such exproprations the city had abandoned, the Law Department did what it deemed, at the time, necessary to prove its case. It was said, by Judge Ouimet, that if evidence had been adduced, instead of argument, the judgment in the case might have been different. This opinion was open to argument, as the Law Department knew exactly the position it was placed in, and what evidence it was proper and wise to produce."

Mr. Archambault here broke off and read an extract from the judgment of the court in question. It was as follows:

"When it is considered that plaintiff's bill is upon the basis of over $18,000 per annum for services of a carpenter expert, whose regular business, it is proved, was not much interfered with by the attention he was obliged to give in examining the properties designated for expropriation, and that three others were engaged to perform the same service, it would seem that a reasonable opportunity existed of sustaining defendant's plea in this respect. The city, however, appears to have considered the effort a hopeless one, or was perhaps convinced that this estimate of the value of plaintnff's services was, after, all, not exaggerated. At all events, they examined no witnesses in support of their plea, and hence the judge, with nothing before him but plaintiff's own evidence, had no alternative but to maintain plaintiff's action to its full extent, without the formality even of taking it "en delibere," and we, equally, for the same reason, have none but to dismiss the city's appeal. It may be that a different result would have been reached if plaintiff's services are not really worth over $18,000 per annum, as compared with others of his fellow citizens, and this had been established by evidence.

Judge Ouimet, concurring, remarked that this case had been represented to the court as being a test case, on which a number of others were depending. In His Honour's opinion, such use could not be made of the present decision; for, if the counsel for the city had established their statements by evidence, the result would have been different. If the other cases were laid before the court in the same way, the decision would probably be similar; but if the court found evidence on which to act, the result in subsequent cases might be very different."

Commenting on the above, Mr. Archambault said: "It is only right to the Department that it should be known that the case was fought, as was deemed by the department, in the best interests of the corporation. It must be remembered that the City's employes were called to give evidence by Cadieux; and in consequence, the city could not adduce evidence to contradict its own employes. The trouble with this case was that the city had compromised it before it went to the Courts. The Law Department is blamed for much that the aldermen are responsible for. The Law Department does its best to win the city's cases and it is a little hard to bear such unpleasant remarks made about it. There are few that know the difficulties this department has to encounter.

As for the case in which the city was blamed because the City Surveyor was not present to give evidene, it was known that the City Surveyor was in Quebec, having been called there in connection with the new city charter, and so could not possibly be present to give evidence as was desired. It is right that these facts should be made known to the public, and the Law Department freed from the blame, which has unjustly been charged to it."

This explanation will be found interesting as certain members of the City Council intend asking questions as to the remarks which were made by the judges in question.

Archives de la Ville de Montréal

sommes efforcés de faire dans toutes les causes que Votre Conseil a bien voulu nous confier.

Nous avons entendu les remarques de l'Honorable Juge OUIMET, siégeant en la Cour d'Appel, lors de la reddition du jugement, et nous n'avons pas compris que le savant Juge voulait jeter du blâme sur les procureurs de la Défenderesse, mais plutôt faire entendre à la Cité de ne point considérer la cause de " CADIEUX" comme un " test-case".- C'est ce qu'il a déclaré lui-même d'une manière bien formelle, et nous sommes autorisés à le dire publiquement afin de dissiper tout doute sur ce malencontreux incident.

Quant à la cause de " VANIER", à laquelle on veut faire allusion dans cet article, le jugement a été rendu en faveur de la Cité par la Cour Supérieure.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

Avocats de la Cité.

Archives de la Ville de Montréal

City attorneys
amend of remarks
of Mr Justice
Omnich in Case
of Cadieux Vs
City

Presented to Council 20 Mar 1899
Présenté au Conseil 89

filed

Archives de la Ville de Montréal

Memorandum.

In re. — The Report & Nomination of the Board of Assessors for the Current year of 1900 to be made by the Finance Committee.

— Board of Assessors for the past year of 1899.

J. T. Dillon President.
P. H. Morin.
~~George B. Muir~~ J. R. Adams
L. J. Lamontagne
Arthur Langevin
C. E. A Patterson
J. Hamilton Ferns
William Euard

— Distribution of wards amongst the several assessors for the purposes of assessment.

"Dillon & Ferns" — St Antoine, St Lawrence, Centre & one half of the west ward.

"Lamontagne & Euard" — St Louis, St James and one half of the west ward

"Morin & Patterson" — St Mary's, Hochelaga, St Gabriel and that portion of the St Ann's ward bounded by the City limits and the Lachine Canal.

Adams "Muir & Langevin." — That portion of St Ann's

Archives de la Ville de Montréal

St Ann's Ward bounded by the Lachine Canal Notre Dame Street west and McGill Street & East & St Jean Bte wards. & St Denis —

N.B.

Should the State of Mr Muir's health prevent him from performing his full share of the work of assessment, the whole Board are both willing & ready to afford him Every assistance in their power and are prepared to divide such work in Equal portions amongst themselves.

Memo 7 April 1899
Assessors 1899

Archives de la Ville de Montréal

TELEPHONES { OFFICE - - 2397
RESIDENCE, 4778

J. P. B. CASGRAIN, C.E., D.L.S., P.L.S., O.L.S., M.L.S.
Civil Engineer, Dominion & Provincial Land Surveyor

Member of the Board of Provincial Land Surveyors, Associate Member
Canadian Society of Civil Engineers.

OFFICE :
180 ST. JAMES STREET
Montreal City and District Savings Bank,
MONTREAL.

MONTREAL, 10 Avril 1899

Railways

Preliminary Surveys,
Location and Construction.

Water Works
Drainage Systems

And other Public Works.

ESTIMATES AND SPECIFICATIONS FURNISHED.

Subdivision
...OF...
Properties

A SPECIALTY.
Official Plans and Books of Reference PREPARED.

Real Estate

VALUATION OF REAL ESTATE
In the City and Suburbs
Undertaken.

à
Son Honneur le Maire de Montréal -

M. le Maire

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai transmis à M. le greffier de la cité trois Procès-Verbaux de bornage entre certains terrains de la cité et de la commission du havre -

Ces procès-verbaux sont en tous points semblables à ceux qui ont été signés par les autres propriétaires riverains et ne font que confirmer les lignes déjà établies -

Ce travail est fait aux

Archives de la Ville de Montréal

2

OFFICE - - 2397
RESIDENCE, 4778

J. P. B. CASGRAIN, C.E., D.L.S., P.L.S., O.L.S., M.L.S.
Civil Engineer, Dominion & Provincial Land Surveyor

Member of the Board of Provincial Land Surveyors, Associate Member
Canadian Society of Civil Engineers.

OFFICE:
80 ST. JAMES STREET
Montreal City and District Savings Bank,
MONTREAL.

Railways
Preliminary Surveys,
Location and Construction.

Water Works
Drainage Systems
And other Public Works.

ESTIMATES AND SPECIFICATIONS FURNISHED.

Subdivision
...OF...
Properties
A SPECIALTY.
Official Plans and Books of Reference PREPARED.

Real Estate
VALUATION OF REAL ESTATE
In the City and Suburbs
Undertaken.

MONTREAL, ... 189

frais de la Commission du Havre.

Voulez-vous avoir la bienveillance de vous faire autoriser par le Conseil à signer pour la Cité, ces procès-verbaux conjointement avec M. le greffier

J'ai l'honneur d'être
M. le Maire
Votre obéissant serviteur

J.P.B. Casgrain
A.P.

Archives de la Ville de Montréal

J. P. B. Casgrain
au sujet de certains
procès pertant de
barrage.

10 janvier 1891

Archives de la Ville de Montréal

Montréal — Hotel-de-Ville

Département des Expropriations

Monsieur le Maire
de la cité de Montréal

Monsieur.

Il y a maintenant devant le conseil un acte de vente soumis pour qu'une autorisation de le signer soit votée. Il est nécessaire paraitrait, à cause de la date éloignée de la vente de donner quelques explications - Comme il s'agit d'une affaire qui a résulté d'une expropriation je me permets de vous adresser les presentes informations.

En 1893 la cité expropria certains propriétaires sur la rue Saint Nicolas afin d'élargir cette dernière. Parmi ces propriétaires étaient la succession Langelier, qui par l'expropriation vit son terrain reduit à n'avoir sur la rue Saint Nicolas que 3 ou 4 pieds de profondeur - Se prevalant des dispositions de la loi, la succession Langelier abandonna ce résidu à la cité.

La cité suivant la coutume fit mettre ce résidu en vente a l'encan public. et le 24 septembre 1894, Rae & Donnelly encanteurs vendirent ce terrain au nom de la cité, a la succession Torrance ou Ramsay et al, représentés alors par Mr Hyde de Hyde & McCulloch.

Telle est la vente - Apres celle-ci le titre fut préparé, puis vint une discussion sur la superficie reelle du terrain vendu - ce qui retarda de quelques temps la signature, puis le rôle de cotisation pour la rue Saint Nicolas ayant été contesté dans trois Cours successivement la considération de cet acte de transport fut

Archives de la Ville de Montréal

Montréal Hotel-de-Ville

Département des Expropriations

suspendue, dernièrement la cour suprême, rendit un jugement final, et la succession Lorrance ou autrement dit Ramsay & al, signèrent le titre et le prix d'achat fut remis au trésorier de la cité. Pour compléter la transaction il ne reste plus qu'à obtenir la signature des représentants de la cité.

Telle est l'historique de l'affaire.

J'ai bien l'honneur monsieur de me souscrire votre très humble et très dévoué

serviteur

P. P. Bourque

secrétaire du

Departement des Expropn

15 Avril 1899

Archives de la Ville de Montréal

15 avril 1899

Le secrétaire du dépt des Expropriations renseigne le Maire sur un contrat de vente soumis au Conseil - La Succession Langelier cédant à la Ville le résidu d'un terrain exproprié par la Ville, rue S.-Nicolas, en 1893.

Archives de la Ville de Montréal

MILITIA AND DEFENCE,
CANADA.

Montréal 1er mai 99.

Cher Monsieur -

Je regrette le délai,
Je ai été appelé subitement
à St Jean - Je ne vois aucun
inconvénient à cette demande.

Bien à vous

[illegible]

Mr R. Bauset

Montréal

Archives de la Ville de Montréal

L. B. HARRIS,
Dep't Commander.
E. L. WELLS,
Asst. Adj't Gen'l.
W. H. CHILD,
Asst. Q. M. Gen'l.
S. G. COLLISON,
Inspector.

HEADQUARTERS

Department * of * Vermont,

... G. A. R. ...

Lyndonville, Vt., April 26th 1899

To his Honor The Mayor of Montreal.

Sir.

On Saturday the 29th I shall go to Montreal and shall stay at the St Lawrence Hall.

On monday or Tuesday I will call at your office and ask you to give this Department of the Grand Army of the Republic a permit to hold its next annual encampment in your city and to parade in your streets.

The Grand Army is composed of veterans of the war of 1861-5.

Respectfully

Luther B. Harris

Commander

Archives de la Ville de Montréal

26 April 1899

Commander Harris announces the Visit of the Grand Army of the Republic. - Dept. of Vermont.

HEADQUARTERS

Department * of * Vermont,

G. A. R. . . .

Lyndonville, Vt.

Inspector,
S. C. COLLISON,
Asst. Q. M. Gen'l.
W. H. CHILD,
Asst. Adj't Gen'l.
E. L. WELLS,
Dep't Commander.
L. B. HARRIS,

Archives de la Ville de Montréal

Montreal May 10th 1899

Dear Sir.

I understand through private sources and the Public Press that it is the intention of the Council to grant permission to the Montreal Belt Line to pass through Davidson street, now projected, from a point below Ontario street in the Hochelaga Ward to reach the Cotton Mills on Notre Dame street. I beg to draw your attention to the fact, that part of the said Davidson street belongs to the Estate de Lisle and I protest in the name of said Estate to your granting any right of way the Belt Line or any other Company without the City assumes the whole responsibility of this step, or reserve the rights of the interested proprietors on said Davidson street. Yours truly

M. X. de L.

M. Nowlan. de Lisle

Administrator Estate A. M. de Lisle

L. O. David Esqr
City Clerk
Montreal

Archives de la Ville de Montréal

Lettre de
Mr Nolan Laliste
re Davidson Street
demandant que les
droits des propriétaires
intéressés soient réservés

Presented to Council 15 May 99
Présenté au Conseil 18

Table

Archives de la Ville de Montréal

LA CHAMBRE DE COMMERCE.

Montréal, ... 189

Séance du Conseil du 10 Mai 1899.

Extrait du registre des minutes.

Attendu que la Compagnie du Chemin de Fer de Ceinture de l'Ile de Montréal a demandé au Conseil de ville de Montréal la permission de faire fonctionner un service de tramway pour les voyageurs dans la rue Davidson, quartier Hochelaga;

Attendu que la dite demande a été présentée au comité du département des chemins du Conseil de ville, afin que celui-ci fasse une enquête à ce sujet et obtienne l'avis des avocats de la cité sur cette question:- le Conseil peut-il accorder ce privilège sans violer ses obligations envers la Compagnie du Tramway de Montréal ?

Attendu que les avocats de la cité ont dit dans leur rapport que la Compagnie du Tramway de Montréal ne possède pas un monopole ou une franchise exclusive dans les rues de la ville, et que le Conseil pourrait accorder à la dite Compagnie du Chemin de Fer de Ceinture de l'Ile de Montréal la permission de faire circuler ses tramways dans la dite rue Davidson sans violer en aucune facon ses obligations envers la Compagnie du Tramway de Montréal;

Archives de la Ville de Montréal

LA CHAMBRE DE COMMERCE.

Montréal, ... 189

Et attendu que le comité des chemins du Conseil a recommandé à l'unanimité qu'il soit permis à la Compagnie du Chemin de Fer de Ceinture de l'Ile de Montréal de faire fonctionner un service pour les voyageurs dans la dite rue;

Il est en conséquence résolu:-

"Que cette Chambre considère qu'il est d'intérêt public que la Compagnie du Chemin de Fer de Ceinture de l'Ile de Montréal obtienne la permission de prolonger sa ligne dans la rue Davidson, ville de Montréal, et par les présentes, approuve la recommandation du comité des chemins du Conseil de ville pour que la dite permission soit accordée, et prie le Conseil de ville de confirmer sans délai la recommandation du dit comité des chemins."

Adoptée à l'unanimité.

Et le secrétaire reçoit instructions d'en transmettre une copie au Conseil de ville de Montréal.

Vraie copie.

Jos. Haynes

Secrétaire,

Archives de la Ville de Montréal

Résolution de la
Chambre de Commerce
re Chemin de fer de ceinture
et la rue Claudine

Presented to Council
Présenté au Conseil 15 Mai 99

Table

LA CHAMBRE DE COMMERCE

Archives de la Ville de Montréal

Office of the
Railway Committee of the Privy Council

No. 16552
Subj
Ref.

Ottawa May 12th 1899.-

Sir

I am directed to inform you, that an adjourned meeting of the Railway Committee of the Privy Council, will be held in this Office at 11 a.m. on Friday, the 19th of May, instant, when the following matters in which you are interested will come up for hearing:-

Application of the Montreal Island Belt Line Ry. Co. for permission to cross the Montreal Street Ry. on St-Catherine and Notre Dame Streets, Montreal. —

Application of the Montreal Island Belt Line Ry. Co. for certain modifications to be made in Order of 28th September, 1897, approving of the Chateauguay and Northern Ry. crossing Montreal Street Ry. on Ontario Street, Montreal.

Application of the Montreal Street Ry. Co. for variation of Order of 29th March, 1899, approving of the Montreal Island Belt Line Ry. Co. running a branch line along Davidson Street, Montreal. — I am, Sir,
Your obedient servant,

His Worship,
The Mayor,
Montreal. -

Secretary, Railway Committee, P.C.

Archives de la Ville de Montréal

Secty. Railway Committee of the P.C. anent the application of the Belt Line

Presented to Council 15 May 1899
Présenté au Conseil

Table

Referred to
Renvoyé à

Railway Committee Room,

HOUSE OF COMMONS.

RAILWAYS, CANALS AND TELEGRAPH LINES.

ORDERS OF THE DAY.

No. 13.

1st Order:

Bill (No. 69) to incorporate the Niagara, St. Catharines and Toronto Railway Company.—*Mr. Calvert.*

2nd Order:

Bill (No. 112) respecting the Montreal Island Belt Line Railway Company.—*Mr. Lemieux.* (*1st Order on Tuesday, 13th June.*)

3rd Order:

Bill (No. 5) to incorporate the Alaska-Yukon Railway Company.—*Mr. Logan.*

4th Order:

Bill (No. 20) to incorporate the Zenith Mining and Railway Company.—*Mr. Poupore.*

5th Order:

Bill (No. 44) to incorporate the Alaska and North-western Railway Company.—*Mr. Gillies.*

6th Order:

Bill (No. 52) to incorporate the Canadian Yukon Railway Company.—*Mr. Morrison.*

[OVER]

Archives de la Ville de Montréal

7th Order:

Bill (No. 57) respecting the British Yukon Mining, Trading and Transportation Company, and to change its name to the British Yukon Railway Company.—*Mr. Fraser* (*Guysboro'*.)

8th Order:

Bill (No. 71) to incorporate the Algoma Central Railway Company.—*Mr. Dyment.*

9th Order:

Bill (No. 94) respecting the Yukon Mining, Trading and Transportation Company (Foreign).—*Mr. Morrison.*

10th Order:

Bill (No. 101) to incorporate the Glenora Railway Company.—*Mr Morrison.*

11th Order:

Bill (No. 102) to incorporate the Yukon Pacific Railway Company.—*Mr. Belcourt.*

12th Order:

Bill (No. 117) to incorporate the Ottawa Suburban Railway Company.—*Mr. Morrison.*

13th Order:

Bill (No. 118) respecting the Great Northern Railway Company, and to change its name to the Great Northern Railway Company of Canada.—*Mr. Savard.*

14th Order:

Bill (No. 85) further to amend "The Railway Act."—*Mr. Blair.* (*Re-printed as proposed to be amended*).

Archives de la Ville de Montréal

Office of the
Railway Committee of the Privy Council

No. 16362
Subj
Ref.

Ottawa March 3d 1899.-

SURVEYOR
MAR 6 1899
RECEIVED

Enclosure.

Sir

I am directed to transmit to you, herewith, certified copy of the Order of the Railway Committee of the Privy Council, sanctioning the building of a branch line of railway from the Montreal Island Belt Line Railway Company's main line to the Dominion Cotton Mills Company's Works, in the City of Montreal.—

I am, Sir,
your obedient servant,

Collingwood Schreiber

Secretary, Railway Committee, P.C.

His Worship,
The Mayor,
Montreal.—

Have sent copy of mine to Committee
[illegible]

Archives de la Ville de Montréal

DER.

THE Montreal Island Belt Line Railway Company hereinafter called "The Applicant", having applied to the Railway Committee of the Privy Council of Canada, under Section 121 of the Railway Act, to sanction the building of a branch line of railway between their main line and the Dominion Cotton Mills Company's Works on Notre Dame Street in the City of Montreal, and for approval of map or plan and book of reference of the said branch line, under File No. 7959, duplicates of which are shewn to have been duly deposited in the Registry Office at Montreal, and of which due public notice appears to have been given.

The said Committee, having this day heard Counsel for the Applicant and for the Montreal Street Railway Company, respectively, and having duly considered the evidence submitted on their behalf, deems it expedient to grant the same, and accordingly sanctions the building of the said branch line, and approves of the map or plan and book of reference thereof under File No. 7959, the said branch line to be completed within two years from the date hereof; and the said Committee authorizes the expropriation of the necessary land for the purposes of the said branch, under the compulsory powers vested in the Applicant, so soon as the Applicant shall have complied with the provisions of Section 125 of the Railway Act.

(SGD') Andw. G. Blair,

Chariman.

Ottawa, February 22 nd., 1899.

Certified true copy,

Secretary, Railway Committee ,P.C.

Archives de la Ville de Montréal

order of the railway Committee of the Privy Council re application of Beech Line -

Presented to Council 20 Mar 1899
Présenté au Conseil

filed

Referred to
Renvoyé à

Archives de la Ville de Montréal

AU DEPARTEMENT EN LOI DE LA CORPORATION
DE LA VILLE DE MONTREAL.

QUESTION.

D'après le réglement no. 50, des "ordres et règlements du Conseil de la Cité de Montréal", l'assemblée du Comité des Parcs et Traverses qui eut lieu le 2 juin courant, était-elle légale et les affaires, qui y furent transigées, sont-elles valides?

Nous, les soussignés, membres du Comité des Parcs et Traverses de la Corporation de la Cité de Montréal, affirment par la présente la véracité de ce qui suit:-

Une assemblée du dit Comité fût régulièrement convoquée pour le vendredi le 2 juin à 4:30 P.M. . Cette après-midi-la, le Bureau de Santé avait convoqué une assemblée pour trois heures, et vu que les deux comités sus-dits occupent d'habitude le même local, le Comité des Parcs ne pût siéger avant que celui de Santé eût ajourné.

À 4:45 précises, le Bureau de Santé n'ayant pas encore ajourné, l'échevin Lareau, en sa qualité de membre du Comité des Parcs, signa son nom et quitta l'hôtel de ville, pensant ainsi pouvoir, d'après le réglement 50, se prévaloir de son droit d'empêcher une séance du Comité des Parcs pour ce jour-la. Vers 4:50 le Bureau de Santé leva sa séance, et le Comité des Parcs fut appelé immédiatement à siéger, par son président. C'est alors qu'on s'aperçut que l'échevin Lareau avait signé et était parti.

Vu que plusieurs membres du Comité étaient venus pour assister à l'assemblée au grand détriment de leurs affaires, et vu que quelques questions urgentes devaient être réglées, et de plus vu qu'une députation de citoyens influents était présente pour être entendue, les six membres présents du Comité des Parcs décidèrent de siéger, malgré l'acte de l'échevin Lareau, se justifiant ainsi en disant que l'échevin Lareau n'avait pas rempli les conditions mentionnées dans le réglement 50,

qui se lit comme suit:-

Archives de la Ville de Montréal

Quand il n'y a pas de quorum

"50. Si dans les quinze minutes qui suivent le temps fixé pour la reunion d'un Comité les membres présents ne forment pas un quorum, tout membre de ce Comite alors présent, peut laisser la Chambre du Comité, et faire entrer son nom comme present;, dans ce cas aucune affaire ne peut se transiger à cette reunion, quoi-qu'il y ait eu subséquemment un quorum."

1. Quinze minutes après l'heure à laquelle le Comité avait été convoqué, il y avait un quorum des membres, présents dans la salle ou l'assemblée devait avoir lieu. Ces membres étaient les échevins Stevenson, Gagnon, Clearihue, Ouimet et Ames.

2. L'échevin Lareau ne laissa pas la chambre du Comité et ne fit entrer son nom comme présent d'après l'esprit du règlement. Il signa son nom a l'insu du president du Comite et de ses collegues, ailleurs que dans la salle du Comite, c'est a dire au bureau de l'adjoint du greffier de la ville, et avant que le Secretaire du Comite des Parcs eut apporte ses livres dans la salle du Comité.

3. L'echevin Lareau ne signa son nom ni ne fit entrer son nom comme present dans le registre officiel des proces-verbaux du Comité des Parcs, mais il l'entra sur un carnet des notes, tenu par le secretaire pour son usage particulier et non reconnu comme officiel par le Comite.

Pour les trois raisons qui precedent, nous, les autres membres du Comite, sousignes, apres avoir consulte l'avocat de la ville M. Archambault, et par son avis, avons sieges et avons transiges les affaires necessaires et urgents et nous avons honneur de vous soumettre le tout pour avoir votre opinion sur l'action de la majorite du Comite.

Montreal 8 juin 1899.

Archives de la Ville de Montréal

Montreal 8 juin 1888.

Le Maire du Comté.

Vous annoncer le fait pour vous votre obligation, j'ai vous de me mettre en état de vous faire connaître le nombre de vos électeurs inscrits sur la liste électorale de votre Comté, pour l'élection qui doit avoir lieu le 12 juillet prochain.

Le Comté de Laval, comprend, comme vous le savez, deux cités et quatre villages, et il est divisé en quatre sections électorales.

Le nombre des électeurs inscrits sur la liste électorale de votre Comté, pour la section électorale de la cité de Ste. Rose, est de 1,200 électeurs.

Le nombre des électeurs inscrits sur la liste électorale de votre Comté, pour la section électorale de la cité de Ste. Thérèse, est de 1,100 électeurs.

Le nombre des électeurs inscrits sur la liste électorale de votre Comté, pour la section électorale du village de Ste. Dorothée, est de 1,000 électeurs.

Le nombre des électeurs inscrits sur la liste électorale de votre Comté, pour la section électorale du village de Ste. Rose Ouest, est de 1,000 électeurs.

Le nombre total des électeurs inscrits sur la liste électorale de votre Comté, pour les quatre sections électorales, est de 4,300 électeurs.

Statement
Parks Com. mtg
June 2nd 1899

Laval Co.

Le Maire du Comté de Laval,

J. Séguin

(8)

Archives de la Ville de Montréal

GRANDE CÉLÉBRATION

DE LA

FETÊ ST JEAN-BAPTISTE

A

PLATTSBURGH, NEW YORK,

15 Juin, 1899.

Archives de la Ville de Montréal

PLATTSBURGH, N. Y., 20 Mai, 1899

~~Société~~ L'Honorable Maire Prefontaine
et le Conseil de ville
Montreal

Monsieur le Président:

La Société St. Jean-Baptiste de Plattsburgh, à sa séance régulière du 19 Janvier, a unanimement décidé de célébrer le 15 Juin prochain, la St Jean-Baptiste, fête patronale des Canadiens-Français.

Nous désirous faire, en cette circumstance, une célébration aussi grandiose que possible dont l'honneur devra rejaillir sur la population canadienne-française des Etats.Unis.

Pour arriver à ce but, il nous faut le concours généreux de nos sociétés sœurs, et de tous nos compatriotes qui, sans nuire à leurs occupations, penvent prendre part à de semblables démonstrations. Nous vous invitons donc de venir vous unir à nous en cette circonstance. Le comité exécutif de la fête n'épargnera rien pour rendre votre visite au milieu de nous aussi agréable que possible.

Il vous sera donné de contempler un spectacle religieux des plus imposant; car plusieurs évèques et un clergé nombreux ont déjà accepté notre invitation et rehausseront par leur présence l'éclat de notre fête. Outre la grande procession des sociétés avec corps de musique, banniéres, insignes et chars allégoriques, il y aura dans l'aprés-midi un grand concert sacrè à l'église St Pierre, l'occasion de l'inauguration deu nouvel orgue, et à ce concert prendront part plusieurs artistes distingués du Canada et des Etats-Unis.

Il vous sera ensuite loisible de visiter les principaux sites et monuments qui font de notre petite ville historique de Plattsburgh un lieu presqu'enchanteur. Citons en particulier le grand poste militaire, la célébre école catholique d'Amérique, le vaste hôtel Champlain, l'école Normale, etc., etc.

Connaissant d'avance l'intérét que vos sociétés et les canaodiens en général, portent à leurs compatriotes des Etats-Unis, nous comptons sur une réponse prompte et favorable de votre part.

Veuillez nous croire M. le President, vos tous dévoués serviteurs,

J. H. LAROCQUE, Président.
P. F. GIRARD, Secrétaire.

Comité d'Organisation: P. F. GIRARD, J. B. THOMPSON, THEO. ROBERT, CHAS. A. ARCHAMBAULT, OLIVEIR FAGNANT.

Archives de la Ville de Montréal

P. S. Un train d'excursion laissera la gare Bonaventure à 7.30 precises et arrivera à Plattsburgh en temps pour le service divin. Prix de passage, aller et retour, $1.25. Billets bons pour retourner le lendemain, par les trains reguliers.

Pour plus amples informations et achat de billets s'adresser à M. Joseph Lorange No. 11 Rue Ste Therése, ou au Dr. Daigle, 96 Rue Visitation, Montreal, P. Q.

Archives de la Ville de Montréal

La Société St Jean Baptiste de Plattsburg invitant le Conseil à assister à la Célébration de la fête nationale le 24 Juin

---

Presented to Council 12 June 1899
Présenté au Conseil

a ek.

Referred to
Renvoyé à

Archives de la Ville de Montréal

T. D. FORM I.

Canadian Pacific Railway Company's Telegraph

TERMS AND CONDITIONS.

All messages are received by this Company for transmission, subject to the terms and conditions printed on their Blank Form No. 2, which terms and conditions have been agreed to by the sender of the following message. This is an unrepeated message, and is delivered by request of the sender under these conditions.

SIR WILLIAM C. VAN HORNE, President.
CHAS. R. HOSMER, Manager Telegraphs.
B. S. JENKINS, Supt., Winnipeg, Man.

261

HOMER PINGLE, Supt., Toronto, Ont.
J. WILSON, Supt., Vancouver, B. C.
JAMES KENT, Supt., Montreal, Que.

REC'D NO.	OFS. FROM	SENT BY	REC'D BY	TIME.	DATE.	SENT NO.	OFS. TO	SENT BY	REC'D BY	TIME.	DATE.
18	Hmm			11.48 a							

Received at

Check 17 Coll From Ottawa Ont 13-6 189

To R Prefontaine
M.P.
Montreal

Bill no 112 postponed and ~~[illegible]~~ fixed for first order Tuesday 20th inst

James Sutherland

REÇU
JUN 13 1899
P., A. & P.

Archives de la Ville de Montréal

To the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

I have the hnor to inform you that a Bill, bearing no.112, has been presented to Parliament, respecting the Montreal Island Belt Line Railway Co.

Some of the provisions of this Bill affect the interests of the City to such an extent, that I feel it my duty to call your attention to one provision in particular, whereby the Company ask to be relieved from all responsibility for damages to the property bordering upon the line of their propsed route through the City.

I may recall to your memory that when this Company obtained leave to traverse the City, a clause was inserted in their Act of Incorporation, holding the Company responsible for all damages which might accrue to bordering properties, and this was the main and distinct reason for which leave was granted them to establish a line through the City.

The clause referred to reads as follows:-

"6-The Company shall make full compensation to all persons interested for all damage caused to the lands abutting upon the streets along which such elevated railway may be constructed, whether any portion of such lands is taken for the purposes of the Railway or not. Such compensation, in case of disagreement, shall be settled in the same manner as provided for determining compensation under the provisions of the Railway Act:-Provided, however, that the Company shall not proceed with the construction of its elevated Railway along any streets opposite lands of any proprietor abutting on any such streets, until payment or legal tender of the compensation awarded or agreed upon with respect to the damage, if any, caused to such lands, to the person entitled to receive the same, or until payment into court of the amount of such compensation, in manner provided by the Railway Act, or unless the Company has obtained a judge's warrant therefor, under sections 163 and 164 of the Railway Act; and provided, further, that this sub-section shall apply only to lands in the City of Montreal and in the towns of Ste. Cunégonde and St. Henri; elsewhere, along the route of the said Railway, the Company shall be subject to the ordinary provisions of the Railway Act."

I therefore consider that the City Attorneys should be instructed to appear before the Railway Committee, next Tuesday, the 13th. inst., when the matter will come up for discussion, and to oppose the adoption of such a measure.

I might also suggest that the members of Parliament, representing divisions in the City, should be requested to also oppose the passing of such a measure, and thereby protect the interests of the City.

I have the honor to be,
Gentlemen,
Your obedient servant,

Mayor

Montréal.
9 June-1899

Archives de la Ville de Montréal

Aux échevins de la Cité de Montréal.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous informer qu'un bill, portant le no.112, a été présenté au parlement, concernant la Compagnie du chemin de fer de ceinture de l'Ile de Montréal.

Quelques-unes des dispositions de ce bill affectent les intérêts de la cité à tel point que je considère qu'il est de mon devoir d'attirer votre attention sur une disposition en particulier, par laquelle la compagnie demande à être déchargée de toute responsabilité pour les dommages à la propriété longeant la ligne de sa route proposée à travers la cité.

Je me permettrai de vous rappeler que lorsque cette compagnie obtint la permission de traverser la cité, une clause fut insérée dans son acte constitutif, tenant la compagnie responsable de tous dommages qui pourraient être causés aux propriétés riveraines, et c'est là la raison principale et distincte pour laquelle permission lui fut accordée d'établir une ligne à travers la cité.

La clause en question se lit comme suit:-

"6-La compagnie indemnisera complètement toutes les personnes intéressées pour tous les dommages causés aux terrains aboutissant aux rues sur le parcours desquelles ce chemin de fer élevé sera construit, que quelque portion de ces terrains ait été prise pour les fins du chemin de fer ou non. Cette indemnité, dans le cas de désaccord, sera établie de la manière prescrite pour la fixation d'une indemnité par les dispositions de l'Acte des Chemins de fer, pourvu, cependant, que la compagnie n'entreprenne pas la construction de son chemin de fer élevé sur le parcours d'aucune rue en face des terrains d'aucun propriétaire aboutissant à cette rue avant qu'elle n'ait payé ou légalement offert l'indemnité adjugée ou convenue au sujet du dommage, s'il en est, causé à ces terrains, aux personnes qui auront droit de la recevoir, ou avant qu'elle n'ait consigné en cour le montant de cette indemnité de la manière prescrite par l'Acte des Chemins de fer, ou à moins que la compagnie n'ait obtenu le mandat d'un juge à cet effet, en vertu des articles 163 et 164 de l'Acte des Chemins de fer, et pourvu de plus que le présent paragraphe ne s'applique qu'à des terrains situés dans la cité de Montréal et dans les villes de Ste.Cunégonde et de St.Henri; ailleurs, sur le parcours du dit chemin de fer la compagnie sera assujettie aux dispositions ordinaires de l'Acte des Chemins de fer."

Je crois par conséquent que les avocats de la cité devraient recevoir instructions de comparaître devant le Comité des Chemins de fer mardi prochain, le 13 courant, alors que la question sera discutée, et de s'opposer à l'adoption de pareille mesure.

Je me permettrai aussi de suggérer que les députés représentant des divisions de la cité soient priés de s'opposer aussi à l'adoption de cette mesure et protéger ainsi les intérêts de la cité.

J'ai l'honneur d'être,

Messieurs,

Votre obéissant serviteur,

Maire

Archives de la Ville de Montréal

The Mayor re application of Bell Line to be relieved of certain obligations imposed by their charter.

Presented to Council 12 June 09
Présenté au Conseil

Archives de la Ville de Montréal

A Son Honneur le Maire
et à Messieurs les échevins
de la Cité de Montréal.

Messieurs,

Si ma commission pour fourniture de pierre à la ville est acceptée, je m'engage à n'employer dans l'exécution de mon contrat que des ouvriers et des charretiers résidant à Montréal.

Montréal, 19 Juin 1899.

Isaïe Désormeaux

19 Juin 1899

Archives de la Ville de Montréal

For the three reasons above cited, we, the undersigned remaining members of the Park Committee, after consulting Assistant City Attorney Archambault, and on his advice, held a meeting and transacted such business as was urgent and necessary and now submit our action, in this regard, for your opinion.

Montreal, June 8th 1899.

H. B. Ames
A. A. Stevenson
J. B. Clearihue
Arthur Gagnon
H. Laporte
L. Ouimet fils

Archives de la Ville de Montréal

Cité de Montréal

Comité des Parcs et Traverses

Monsieur,

Vous êtes prié d'assister à une Assemblée du Comité ci-dessus, en la chambre du Comité, à l'Hotel-de-Ville Vendredi le 2 Courant à 4 heures p. m.,

(PAR ORDRE)

L. O. David
Greffier de la Cité

HOTEL-DE-VILLE,

Montréal, 31 Mai 1899

Archives de la Ville de Montréal

A SON HONNEUR LE MAIRE,

A MM. LES ECHEVINS,

Messieurs,

Sur motion de l'Echevin Ames, le Conseil à sa séance du 12 Juin courant, a référé aux avocats de la Cité un mémoire signé par six des membres du Comité des Parcs et Traverses, relativement à un incident qui s'est produit à une réunion de ce Comité tenue le 2 Juin courant, afin d'obtenir leur opinion sur la validité des procédés de cette séance.

Une copie de ce mémoire m'a été transmise et je désire faire les quelques remarques suivantes:-

La première et principale assertion de ce mémoire est absolument inexacte. On y affirme que le Comité des Parcs et Traverses avait été duement convoquée pour quatre heures et trente minutes de l'après-midi, le 2 Juin. L'avis de convocation que j'ai reçu et que j'annexe à la présente, prouve que le Comité avait été convoqué pour quatre heures. J'aurais eu le droit de signer le livre et de me retirer à quatre et quinze minutes suivant la règle No.50. Mais désirant être aussi large que possible, j'ai attendu jusqu'à 4.55 P.M. avant de me décider à signer le livre de présence et à partir, non pas par caprice ou pour faire manquer la séance du Comité, mais parcequ'un engagement d'affaires m'appelait ailleurs.

(J'informai)

Archives de la Ville de Montréal

J'informai l'Assistant-Greffier du fait que je désirais enrégistrer mon nom comme étant présent. Il m'ouvrit son livre de notes des délibérations, me disant que c'était là que les membres signaient, et je signai. Je priai l'Assistant-Greffier de prévenir le Président l'Echevin Ames de mon départ, mais celui-ci ne voulut pas lui permettre de l'approcher.

C'est après cinq heures seulement que le Comité des Parcs et Traverses put siéger, et c'est à ce moment que l'Echevin Ames s'est permis de faire les remarques grossières et déplacées dont je me suis plaint au Conseil le 12 courant. L'Echevin Ames, au lieu d'agir comme tout gentilhomme aurait fait et de retirer les expressions blessantes dont il s'était servi à l'égard d'un collégue, ayant purement et simplement demandé de consulter les avocats de la Corporation sur la légalité des procédés du Comité, il ne me reste plus qu'une chose à faire:- C'est de protester contre la conduite de l'Echevin Ames que je considère indigne d'un gentilhomme et d'offrir ma résignation comme membre du Comité des Parcs et Traverses. Je prie le Conseil de vouloir l'accepter de suite, étant parfaitement décidé à ne pas siéger sous un Président qui traite aussi injurieusement ses collégues.

Je demeure,

Monsieur le Maire,

et Messieurs les Echevins,

Votre bien dévoué

Montréal, 17 Juin, 1899.

J.O.M. Lareau

Archives de la Ville de Montréal

City attorneys re legality of granting of Parkdale Ferries Co. of 2nd June. 1899.

Presented to Council 19 June 99
Présenté au Conseil

L. J. ETHIER, C. R.

J. L. ARCHAMBAULT, C. R.

Département en Loi. *Montréal,* 19 Juin 1899.

A

SON HONNEUR le MAIRE

et aux ECHEVINS de la Cité de Montréal.

re Légalité de l'assemblée du Comité des Parcs et Traverses du 2 Juin courant.

Messieurs,

Par résolution en date du 12 de juin courant Votre Conseil désire avoir notre opinion sur la question de savoir si, d'après les dispositions de la règle 50 pour les délibérations du Conseil, l'assemblée du Comité des Parcs et Traverses tenue le 2 de juin courant était légale, et nous avons l'honneur de faire maintenant rapport comme suit.

D'après la dite règle, si, dans les quinze minutes qui suivent le temps fixé pour la réunion d'un Comité, les Membres présents ne forment pas un quorum, tout Membre de ce Comité alors présent peut laisser la chambre du Comité et faire entrer son nom comme présent: dans ce cas, aucune affaire ne peut se transiger.-

Or, dans l'espèce, les faits nous sont soumis dans deux états suffisamment détaillés:- lo l'un, signé par six Echevins du Comité des Parcs et Traverses, déclare que dans les quinze minutes qui ont suivi le temps fixé pour la réunion il y avait

dans

Archives de la Ville de Montréal

L. J. ET

dans la salle un quorum des Membres présents, savoir les Echevins Stevenson, Gagnon, Clearihue, Ouimet et Ames;- 2o Le second état, signé par l'Echevin Lareau, énonce les griefs et protêt qu'il entend faire valoir contre l'Echevin Ames pour certaines expressions blessantes proférées à son égard lors de l'incident, et contredit les faits sur l'heure de convocation et d'ouverture de l'assemblée, mais ne répudie rien quant au quorum.

Dans ces circonstances, nous sommes d'avis que la règle 50 ne s'applique pas, et que l'assemblée du 2 juin des Parcs et Traverses était légale.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

L. J. Athier

P. L. Chambault

Avocats de la Cité.

Archives de la Ville de Montréal

Extract from the minutes of the Council of the City of Montreal, Monthly meeting, held Monday the I2th-inst June I899

-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-

Alderman Lareau complained that the Chairman of the Parks and Ferries Committee had used discourteous language about him at the last meeting of the said Committee.

In this connection at the suggestion of Alderman Ames it was

ORDERED:- That the law department, in view of rule 50 of the rules and orders of Council, be held to declare if the meeting held on june 2nd I899 was legal and if the business transacted thereat was valid.

Certified

L. O. David

City Clerk

City Attorneys.

Archives de la Ville de Montréal

TO THE LAW DEPARTMENT OF THE CORPORATION OF MONTREAL

OF THE CITY OF MONTREAL.

QUESTION.

Considering the existence of Rule 50, of the Rules and Orders of Council, was the meeting of the Parks Committee held on June 2nd 1899, legal and was the business transacted thereat valid?

We the undersigned members of the Parks and Ferries Committee of the Corporation of the City of Montreal, do testify as to the following facts:-

A meeting of the Parks and Ferries Committee was duly called for Friday, the 2nd of June at 4:30 P.M. On the same afternoon, commencing at three o'clock a meeting of the Board of Health was held, and, as the two aforesaid Committees are accustomed to make use of the same place of meeting, the Parks Committee did not sit until the Health Committee had adjourned.
At 4:45 P.M., the Health Committee having not yet adjourned, Alderman Lareau, as a member of the Parks Committee, signed his name and left the building thus thinking to take advantage of Rule 50 and prevent the holding of any meeting of the Parks Committee that afternoon. At about 4:50 the Health Committee adjourned and the Parks Committee was immediately called to order by the Chairman. Then it was found that Alderman Lareau had signed and left.
As several of the members had come to the meeting at great personal inconvenience, as there was urgent business requiring immediate attention and as a deputation of influential citizens were waiting to be heard, the six members of the Parks Committee present determined to hold their meeting, notwithstanding Alderman Lareau's action, on the ground that he had failed to fulfil the conditions laid down in Rule 50 in the following respects.

The Rule is as follows:-

Proceedings when there is no quorum.

"50. If within fifteen minutes after the time for which any Committee shall have been called, there shall not be a quorum of the Members present, any Member of such Committee, then present, may leave the Committee Room, and before doing so have his name recorded as present, which will preculde any business being done at that meeting, although there should subsequently be a quorum.
(As amended by Council 6th Feb. 1882.) "

1. At fifteen minutes after the time for which the Committee had been called, there was a quorum of the members present in the room where the meeting was to take place. These members were Aldermen Stevenson, Gagnon, Clearihue, Ouimet and Ames.

2. Alderman Lareau did not "leave the Committee room, and before doing so have his name recorded as present". He signed his name, without the knowledge of the chairman or of any of his colleagues, in a place other than the Committee room, that is to say in the office of the assistant City Clerk, and before the Secretary of the Parks Committee had brought his books into the Committee room.

3. Alderman Lareau did not sign his name, or "cause his name to be recorded as present" in the regular minute book or book of record of the Parks Committee, but entered his protest on a rough blotter or note book, kept by the Secretary for his own convenience and in no wise recognized as official by the Committee.

Archives de la Ville de Montréal

TO THE LAW DEPARTMENT OF THE CORPORATION OF THE CITY OF MONTREAL.

QUESTION.

Considering the existence of Rule 50, of the Rules and Orders of Council, was the meeting of the Parks Committee held on June 2nd 1899, legal and was the business transacted thereat valid?

We the undersigned members of the Parks and Ferries Committee of the Corporation of the City of Montreal, do testify as to the following facts:-

A meeting of the Parks and Ferries Committee was duly called for Friday, the 2nd of June at 4:30 P.M. On the same afternoon, commencing at three o'clock a meeting of the Board of Health was held, and, as the two aforesaid Committees are accustomed to make use of the same place of meeting, the Parks Committee did not sit until the Health Committee had adjourned.

At 4:45 P.M., the Health Committee having not yet adjourned, Alderman Lareau, as a member of the Parks Committee, signed his name and left the building thus thinking to take advantage of Rule 50 and prevent the holding of any meeting of the Parks Committee that afternoon. At about 4:50 the Health Committee adjourned and the Parks Committee was immediately called to order by the Chairman. Then it was found that Alderman Lareau had signed and left.

As several of the members had come to the meeting at great personal inconvenience, as there was urgent business requiring immediate attention and as a deputation of influential citizens were waiting to be heard, the six members of the Parks Committee present determined to hold their meeting, notwithstanding Alderman Lareau's action, on the ground that he had failed to fulfil the conditions laid down in Rule 50 in the following respects.

The Rule is as follows:-

"50. If within fifteen minutes after the time for which any Committee shall have been called, there shall not be a quorum of the Members present, any Member of such Committee, then present, may leave the Committee Room, and before doing so have his name recorded as present, which will preclude any business being done at that meeting, although there should subsequently be a quorum.

(As amended by Council 6th Feb. 1883.) "

Proceedings when there is no quorum.

1. At fifteen minutes after the time for which the Committee had been called, there was a quorum of the members present in the room where the meeting was to take place. These members were Aldermen Stevenson, Gagnon, Clearihue, Ouimet and Ames.

2. Alderman Lareau did not "leave the Committee room, and before doing so have his name recorded as present". He signed his name, without the knowledge of the chairman or of any of his colleagues, in a place other than the Committee room, that is to say in the office of the assistant City Clerk, and before the Secretary of the Parks Committee had brought his books into the Committee room.

3. Alderman Lareau did not sign his name, or "cause his name to be recorded as present" in the regular minute book or book of record of the Parks Committee, but entered his protest on a rough blotter or note book, kept by the Secretary for his own convenience and in no wise recognized as official by the Committee.

19 juin 1899

A Spn Honneur le Maire de

MONTREAL.

Monsieur,

Les soussignés échevins de la cité de Montréal vous prient de convoquer dans les délais les plus courts que la charte permet,x une assemblée spéciale du conseil dans le but de prendre en considération la question des emprunts de $3.000.000 et de $220.000; pour ratifier ou déclarer son refus de ratifier les diverses résolutions passées par le comité de finances relativement aux dits emprunts; pour donner aux officiers municipaux tous ordres que le conseil jugera à propos aux fins de donner effet aux résolutions qui seront adoptées à la dite séance.

x savoir, le 6 juillet courant, si possible

Spn
H.L.
[illegible]
Geos.
A.G.

Montréal 3 juillet 1899.

Paul Gauthier
Geo W Dadler
H. Laporte
[illegible]
Arthur Gagnon

Archives de la Ville de Montréal

3 juillet 1899

Arrêté de convoquer
une assemblée du Conseil

A Son Honneur le Maire de

MONTREAL.

Archives de la Ville de Montréal

ETHIER, C. R. J. L. ARCHAMBAULT, C. R.

Département en Loi. *Montréal,* 19 Juin *1899.*

Au Président et aux Membres

du Comité des Finances.

re Appropriation de $4,688.17 pour le département de l'Aqueduc,- Pavage de la " Sicily Asphaltum Paving Company."

Messieurs,

Nous avons l'honneur de faire rapport que l'appropriation de $4,688.17 pour payer certains comptes de la "Sicily Asphaltum Paving Company" pour réparations de pavage, peut être prise à même la somme de $60,000 appropriée par la Législature en vertu des dispositions de la section 335 de 62 Victoria, chapitre 58.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

S. Ethier

J. L. Archambault

Avocats de la Cité.

Archives de la Ville de Montréal

9 juin 1899

Archives de la Ville de Montréal

ON THIS Twentieth DAY OF JUNE, One thousand eight hundred and ninety-nine,

AT THE INSTANCE AND REQUEST OF:-

THE ROYAL INSTITUTION for the ADVANCEMENT OF LEARNING a body corporate duly incorporated having its chief place of business at the City of Montreal,

THE REVEREND DONALD H. MacVICAR of the City of Montreal the Principal of the Presbyterian College, Montreal,

DAME ELIZABETH JOANNA BOURNE, widow of the late Mathew Hamilton Gault in his lifetime of the City of Montreal Esquire,

HUGH MONTAGU ALLAN, Steamship Agent,

HENRY VINCENT MEREDITH, Banker,

DAME MARY CORSE, widow of the late Henry Lyman in his lifetime of the same place Wholesale Druggist,

HENRY H. LYMAN, Wholesale Druggist,

FREDERICK W.S. LYMAN, Queen's Counsel, and

WILLIAM STANWAY, Merchant, all of the City of Montreal, and of other owners and occupants of land and premises in the vicinity of the pumping station hereinafter referred to:

I, HENRY FRY, the undersigned Public Notary for the Province of Quebec, practising at the City of Montreal,

PROCEEDED to the City Hall in the said City of Montreal, being the usual place of business of the CITY OF MONTREAL a duly incorporated body,

WHERE being and speaking to the City Clerk in his office,

I D E C L A R E D :-

That the City of Montreal is the owner of certain property fronting on McTavish Street in the said City of Montreal on the upper side of Carlton Road

Archives de la Ville de Montréal

Road whereon is erected certain buildings containing furnaces, boilers and machinery intended for pumping water to the upper Reservoir of the City, and uses the said property, buildings &c. for these purposes.

That the motive power of the machinery therein is steam and in the production of the steam the said City uses immense quantities of coal.

That the coal used is soft coal and is only partially consumed in being burned and dense black smoke is frequently discharged in immense quantities from the smoke stack at the said pumping station, and is blown together with fine coal dust from the top of the smoke stack to the property surrounding and in the neighborhood of the said pumping station, according to the direction of the wind at the time.

That the Requerants are proprietors and occupants of property surrounding the said pumping station and in the immediate vicinity thereof.

That moreover the said Royal Institution for the Advancement of Learning is the owner of a large piece of property to the South East of the said Carlton Road with its Library and other valuable and handsome buildings thereon used, many of them, for scientific purposes and containing apparatus of great value and of great sensitiveness, among them being the Observatory of the said Royal Institution with the costly and delicate instruments and apparatus therein, which observatory is close to the said pumping station, being separated therefrom only by the said Carlton Road.

That moreover the coal which is used in the furnaces of the said pumping station leaves a great quantity of ashes unconsumed and these ashes instead of being carefully removed from the district in such

a

Archives de la Ville de Montréal

a way as to prevent any of them being carried away by the wind, are dumped upon property adjacent to the said Carlton Road and clouds of dust are blown therefrom upon all property in the neighborhood and particularly upon the property of the Requerants.

That the smoke and dust from the smoke stack above mentioned, and the dust from the ashes above referred to are carried into the buildings owned and occupied by the Requerants and are a source of great damage to the books, instruments, apparatus &c. of the said Royal Institution and to the buildings and furniture of all the Requerants and cause them great loss as well from actual damage to the buildings, apparatus books and furniture upon which the smoke and dust falls or to which it finds its way, as in consequence of the constant expense necessary to remove it and prevent further damage being suffered.

That moreover sulphuretted hydrogen is emitted from the said smoke stack in large quantities indeed sufficiently large to seriously affect the atmosphere within a distance of at least three hundred yards making the same not only disagreeable but also detrimental to the health of those who reside or happen to be within this radius including the Requerants and their families, servants and employees.

That moreover in operating the steam engines and machinery in the said pumping station great and unnecessary noise is caused and steam is frequently blown off from the boilers and the consequent noise which is created not only during the day but also at night has greatly injured and is injuring the value of all property in the neighbothood as a site for residences and is a serious injury to the health of

the

Archives de la Ville de Montréal

the Requerants, their families and those in their employ, rendering sleep often impossible.

That all this source of damage and annoyance is unnecessary and could be avoided even without removing the pumping station from its present location or ceasing operation of the same.

That the property of the Requerants has been considerably deteriorated in value by reason of the matters above complained of and the books, instruments and apparatus of the said Royal Institution have been and are being greatly injured by the smoke and dust and all the Requerants have in other ways suffered great and serious loss and damage and are constantly suffering loss and damage by reason of the premises.

That the operation of the pumping station as at present carried on constitutes a nuisance.

That the Requerants have frequently complained both verbally and in writing of the injury suffered and annoyance caused by the said pumping station and the manner in which it is operated.

WHEREFORE I, the said Notary at the request aforesaid and speaking as aforesaid notified the said City of Montreal of the premises and called upon it to abate the nuisance and to cease causing loss and injury to the Requerants and their property and injury to their health and that of their families and employees, and that failing its so doing the Requerants will take such action as they or any of them may be advised in the premises and will in any event hold the said City of Montreal liable and responsible for all loss and damage which they and each of them have suffered or may hereafter suffer in connection with the matters and things above referred to.

For

Archives de la Ville de Montréal

For all of which I did and do most solemnly protest.

And in order that the said City of Montreal may have no cause to plead ignorance of the premises I have served it with an authentic copy of these presents speaking as aforesaid.

THUS DONE NOTIFIED AND PROTESTED at the City of Montreal on the date hereinabove first written and I have signed these presents which remain of record in my office under the number Six thousand two hundred and twenty-seventh in truth and testimony of the premises.

(Signed) HENRY FRY N.P.

A true copy of the original hereof remaining of record in my office.

Henry Fry

Received. To refer it to the Supt. to obtain the City Attorneys opinion.

(Certified)

Frank David.

Sec. Water Committee.

Archives de la Ville de Montréal

EXTRACT

From the Minutes of a Meeting of the Water Committee.

Held on the 11th July 1899.

Submitted a notification & Protest from the Royal Institution for the advancement of learning, referred by the Council to the Water Committee, protesting against the noise, dust &c causing from the High Level Pumping Station.

Resolved. To refer it to the Supt. to obtain the City Attorneys opinion.

(Certified)

Frank David.

Sec. Water Committee.

Archives de la Ville de Montréal

No. 6227

20th June 1899

NOTIFICATION & PROTEST

request of

THE ROYAL INSTITUTION for the ADVANCEMENT OF LEARNING & AL

to & vs .

' THE CITY OF MONTREAL '

1st. Copy.

Presented to Council 10 July 99

Présenté au Conseil

Referred to Water

Renvoyé à

Fry & Clerk,
Notaries,
Montreal.

Archives de la Ville de Montréal

Montreal, 27 Juin 1899.

Son Honneur

M.R.Préfontaine,

Maire de Montreal.

Monsieur le Maire:-

Un emprunt populaire, il me semble, doit être un emprunt auquel le peuple tout entier peut souscrire; il doit être, par conséquent, émis à de telles conditions que tout citoyen sachant simplement compter, puisse se rendre compte de ses avantages et de ses désavantages et ait en son pouvoir d'y souscrire. L'emprunt de $220.000, réservé par le comité des finances pour être offert aux citoyens de Montreal, ne peut en aucune façon être considéré comme un emprunt populaire, parce qu'il lui manque les deux conditions essentielles que je viens de mentionner.

La cité de Montreal vient de lancer un emprunt de $3.000.000 à 3 I/2 o/o, pour lequel elle a obtenu le pair; or elle offre l'emprunt de $220.000 à 4 o/o. Elle exige donc des soumissionnaires qu'ils fassent le calcul de ce que vaut le 4 o/o à 40 ans, lorsque le 3 I/2 o/o se vend au pair. C'est un calcul, vous en conviendrez, qui n'est pas à la portée du "populaire"

En outre, elle demande des soumissions, sans stipuler que les petites souscriptions, disons de $200. ou au-dessous, ne seront pas sujettes à répartition. La compétition étant

Archives de la Ville de Montréal

étant ainsi ouverte aux institutions financières comme aux particuliers,ces derniers ne peuvent pas espérer,même s'ils offrent un prix équivalent,obtenir une part quelconque de cet emprunt,que les banques,les assurances et autres institutions souscriront probablement plusieurs fois en entier.

Un emprunt populaire ne saurait absolument pas être émis autrement qu'à un taux déterminé.En France,où tous les emprunts d'Etat sont souscrits par le peuple,le taux est fixé et les titres sont livrés,non pas au dernier enchérisseur,mais au premier qui les demande.Aussi voit-on,à chaque émission,le peuple faire queue aux guichets où se fait l'émission,des heures avant l'ouverture de ces guichets.

Comme on ne saurait prétendre que les ~~ma~~ membres du Comité des Finances ignorent ces choses,on est forcé de conclure que le comité ~~qu'il~~ a délibérément choisi les conditions de cette émission de manière à ce que le peuple ne puisse souscrire et,à ce qu'on puisse toutefois prétendre ensuite qu'il est impossible de faire appel pour les emprunts de le cité au petit capital et à l'épargne populaire.Il est évident que l'idée d'un emprunt populaire n'est pas populaire parmi les membres du Comité des Finances.

Si,comme vous me l'avez donné à entendre,vous étiez disposé,Monsieur le Maire,à employer votre influence pour obtenir une modification des conditions de l'emprunt,de manière à en faire véritablement un emprunt populaire,je me permettrais de vous signaler le fait que l'année dernière

Archives de la Ville de Montréal

le gouvernement des Etats-Unis a émis pour couvrir les frais de la guerre Hispano-Américaine, un emprunt populaire de $200.000.000 qui a parfaitement réussi. En vous offrant par conséquent un plan pratique d'émission pour cet emprunt ce n'est pas mon plan à moi, que je veux faire mousser, mais un plan qui a été mis à l'épreuve et qui a donné d'excellents résultats chez nos voisins. Sûrement, les membres du Comité des Finances n'auront pas honte d'accepter des indications financières venant de si haute autorité.

L'emprunt populaire des Etats-Unis a été émis à un prix déterminé; et il était fait une réserve expresse que toute souscription de $200. ou moins ne serait pas sujette à répartition. Les obligations étaient nominatives.

L'émission de l'emprunt de $220.000 devrait donc être faite à un prix déterminé. Nous voulons n'est-ce pas que le petit capital, l'épargne même prenne part à cet emprunt? Il faut alors tenir compte du fait que l'ouvrier économe qui a quelques centaines de dollars à la Banque d'Epargne, entend placer son capital à intérêt et conserver ce capital intact. Lui offrir du 4 o/o à 110. par exemple, c'est-à-dire lui demander de payer $110. pour n'en retirer que $100. au remboursement, serait aller contre le but Delà s'impose la nécessité de lui offrir du 3 1/2 o/o au pair, puisque c'est le taux que l'on a obtenu pour l'emprunt de $3.000.000.

Il est vrai que, en offrant du 4 o/o à 110, la ville recevrait une prime de $22.000 et toucherait $242.000 au lieu de $220.000, mais ce petit calcul, qui permettrait à

Archives de la Ville de Montréal

à la cité d'emprunter indirectement plus de fonds qu'elle n'a le droit d'emprunter directement,me paraît peu digne d'une corporation comme la cité de Montreal,si tant est qu'il soit légal.En empruntant à 4 o/o à IIO,la ville aurait à charger son budget annuel de $8.800 par année,tandis que,en vendant du 3 I/2 au pair,l'intérêt ne sera que de $7.700,soit une économie de $I.I00 par année ou $44.000 en quarante ans,sans compter l'intérêt composé.Donc,je dis que l'on devrait émettre du 3 I/2 o/o au pair.

Pour assurer aux souscripteurs d'unités le plein montant de leurs souscriptions,il faudrait aussi stipuler que toute souscription pour $200.ou moins,ne serait pas sujette à répartition.

Enfin,l'émission devrait être faite en inscriptions nominatives,enregistrées au grand livre de la Corporation; ce que l'on appelle,dans les bureaux de votre trésorier "inscribed stock". L'émission d'obligations au porteur aurait l'avantage de fournir un titre plus facilement négociable;mais entre les mains des ouvriers,ce titre serait exposé à être détruit,égaré ou volé,les porteurs n'ayant pas de coffres-forts à leur disposition pour les conserver en sûreté. Avec une inscription enregistrée au Grand Livre, ce risque disparaît;la transmission se ferait par un transfert enregistré en regard de l'inscription,sans frais,et, au besoin,avec l'aide d'une procuration du propriétaire de l'inscription.

Dans ces conditions,Monsieur le Maire, il sera permis

Archives de la Ville de Montréal

il sera permis à la presse de recommander au peuple de souscrire à l'emprunt de la cité. Il nous sera facile de lui prouver qu'il est plus avantageux de placer là ses économies à 3 I/2 o/o, taux garanti pour 40 ans, que de les laisser à la Banque d'Epargne, où l'intérêt peut à un moment donné être réduit à 2 I/2 o/o ou même plus bas.

Et je puis vous assurer que si vous obtenez du Comité des Finances qu'il modifie ses conditions d'emprunt dans le sens que je viens d'indiquer, la presse toute entière se fera un devoir de travailler au succès de cet emprunt, et la population, surtout la population ouvrière et économe de Montréal vous tiendra compte de votre bienveillante intervention.

Veuillez me croire, Monsieur le Maire,

Votre tout dévoué serviteur,

J. Monier

Archives de la Ville de Montréal

29/6/1899

J. Monier, of "La Presse" offering suggestions for the floating of the loan of #272,000.00

Presented to Council 10 July 99
Présenté au Conseil

Table

Referred to
Renvoyé à

The City of Montreal.

Finance Department Treasurers Office

Montreal, 28th June 1899

R Prefontaine Esq. Ave
Mayor.

Dear Sir. In regard to Mr Monier's letter, which you transmitted to me, I may say that the original intention of the Fin: Com: was to issue the $222000 at a fixed price, in the form of "annuities", which it was intended to sell to the public in $40 shares - yielding $2 each pannum for 40 years - being the equivalent of 4% interest & 1% sinking fund, or 5% in all; extinguishing interest ~~& sinking~~ principal in the 40 years so far as the City was concerned, and giving the Annuitant $5 for every $100 he invested during a period of that duration. On reconsideration, however, the Finance Com: thought the general public

Archives de la Ville de Montréal

would not appreciate a loan where they were practically the administrators of its sinking fund, and decided that it was better for the City to set one per cent aside for that purpose and pay a net 4% in the shape of interest pure and simple.

But while it might have been advantageous to the City, as well as to the purchaser of them, to issue such "Annuities" - when the loan took the form of a simple interest bearing security, the Committee could never have offered 3½ and 4 per cents at the same figure - that must be clear to every one. and so far as regards the contention that the City should have offered them to small investors, only, and not have allowed large financial houses to secure them - what would there have been to prevent these purchasers of small amounts reselling immediately to Insurance Companies & others at a premium and thus bringing down on the Finance Committee, in an accentuated form, the charge which has, so freely, been made relative to the 3½ per cents? In fact there is no way but the regular business way of dealing with such matters

Respectfully Submitted
W K Obb
City Treasurer

Archives de la Ville de Montréal

Montreal Street Railway Co.

F. L. WANKLYN,
MANAGER & CHIEF ENGINEER.

Montreal, Aug. 14 1899.

L.O.DAVID, Esq.,
CITY CLERK,
MONTREAL,

DEAR SIR,-

With reference to my letter of the 20th July last to the Road Committee and their report dated 21st July in regard to the Cote des Neiges Hill route.

As this Company is very desirous of proceeding with this work of construction this season, if its proposal is accepted by the city, we trust that the matter will be dealt with by the council at its meeting of this afternoon. Owing to the rather advanced season, any material delay might make it impossible to finish the construction this year.

I am, dear sir,

Yours very truly,

F. L. Wanklyn

Manager & Chief Eng'r.

Archives de la Ville de Montréal

Manager of Street Ry. Co asking that a decision re Côté des Neiges line be arrived at as soon as possible

Presented to Council 14 Aug 1899
Presenté au Conseil

Dabll

Referred to
Renvoyé à

Law Department. Montreal, 25th September 99. 188

To

HIS WORSHIP the MAYOR of the City of Montreal.

Dear sir,

re Police Investigation,- Alderman LAPORTE'S Motion.

At your written request of the 19th inst., as to the legality of the motion proposed by Alderman Laporte and seconded by Alderman Ames re Police Investigation, we would suggest that the draft of said motion as submitted to us be amended so as to read as follows:

WHEREAS this Council is desirous that the whole truth be made manifest in respect of charges preferred against the manner in which appointments and promotions have been made on the police force since the first of January 1898,

BE IT RESOLVED that the Police Committee be instructed to extend full protection to the officers and constables of the force who may be examined by the said Committee, so as to arrive at the whole truth in respect of the matters under enquiry.

We have the honor to be, sir,

Your most obedient and humble servants,

Consulting City Attorney.

City Attorneys.

Archives de la Ville de Montréal

MOVED BY ALDERMAN LAPORTE;
SECONDED BY ALDERMAN AMES.

Whereas this Council is desirous that the whole truth be made manifest in respect of charges preferred against the manner in which appointments and promotions have been made on the police force since the first of January I898, BE IT RESOLVED that the Supt. of Police be instructed to give assurances to the officers and constables who may be examined by the Police Committee, that no declaration made by them will be used against them personally, nor will in any way endanger their position, but on the contrary the declaration of the whole truth shall be considered as a praiseworthy act.

That the City Clerk be instructed to transmit within 24 hours a copy of this resolution to each of the persons memtioned in the resolution adopted by the Police Committee on the I3th. Inst.

Archives de la Ville de Montréal

HOTEL DE VILLE

MONTRÉAL, 19 septembre 1899 189

MM.Ethier & Archambault,

Avocats conjoints de la Cité,

Hôtel de Ville.

Messieurs,-

Je vous serais obligé si vous vouliez bien me donner votre opinion sur:-

1-La légalité de la motion Laporte-Ames, qui sera présentée à la prochaine assemblée du conseil et dont je vous transmets copie sous ce pli.

2-Cette motion peut-elle légalement être adoptée par le conseil, attendu qu'elle ne comporte ~~xxxx~~ pas d'accusations spécifiques ?-

Croyez-moi,

Messieurs,

Votre bien dévoué,

R. Préfontaine

Maire.

b

Archives de la Ville de Montréal

opinion city attorney re legality of motion made by ald. Laporte + ames.

Police Investigation

Presented to Council 25 Sept 1899
Présenté au Conseil

filed

Referred to
Renvoyé a

Archives de la Ville de Montréal

GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM

GENERAL ASSISTANT'S OFFICE

MONTREAL, September 28th, 1899

L O David Esq
City Clerk
Montreal

Dear Sir:-

I have received extract from the Minutes of the Council held on Monday the 25th instant in regard to the agreement for the collection of market fees at the cattle yard at Point St Charles, and accept the conditions that the extension of time till the 1st of January allowed by the Council will not in any way interfere with the rights of the City under the agreement.

Yours truly,

General Assistant

Archives de la Ville de Montréal

Letter of
G. T. Rly
re Abattoirs &
Menhir fees

2 oct. 1899

Archives de la Ville de Montréal

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY.

LINES EAST OF FORT WILLIAM.

OFFICE OF THE MANAGER.

MONTREAL, Sept.29th 1899

L. O. David Esq.

City Clerk - Montreal.

Dear Sir,

I am in receipt this morning of a copy of the resolution passed by the Finance Committee at the special meeting held on the 25th o f September. This Company is willing, as I have already advised you, that the existing arrangement whereby the Company pays the City $7,500.00 per annum for the right to collect and retain the market and cattle dues at its stock yards at Hochelaga shall be continued on the terms mentioned in the said resolution for three months from October 1st.

Yours truly

Thos Tait

Manager.

Archives de la Ville de Montréal

Consentor
Canadian Pr. Rly

re Abattoirs and
Market & cattle fees

Presented to Council 2 Oct 99
Présenté au Conseil

filed

Archives de la Ville de Montréal

Record of Applications for the $222.000 - 3½% Loan / 1899

The City Treasurer reported that of individual applications 8 applied for 2 shares each; 55 for 5 each; 2 for 6; 1 for 8; 2 for 10; 2 for 20; 1 for 40; 1 for 80; 2 for 100 and 20 for 200, making a total of 1,091 shares. In lots or parcels of applications there were 2 of 10 for 5 shares each; 1 of 11 for 5; 1 of 16 for 5; 1 of 38 for 5; 2 of 75 each, for 5 shares each; one list from Mr. Francis Edward Gilman, as agent, for 160 shares of 5 each; a second list from Mr. Francis Edward Gilman for the full loan at par; one from Mr. Ernest W. Guernon for 1,000 shares; and one from Mr. Louis P. Bryant, for the full loan, at 101 3-4; making the total tenders 12,946 shares.

A lot of 75 (all apparently from one office) for 5 shares each, was as follows:—L. O. Markgraff, 41; Hutchison; F. S. McL. Howard, 104 St. Francois Xavier; Judson Alms, 1101, Cadieux street; John Galbraith, 367 Aqueduct; William James Kollman, 6 Calumet Place, Ste. Cunegonde; E. J. F. Markgraff, 41 Hutchison; B. Thompson, 41 Hutchison; G. R. Gray, 38 McGill College avenue; Reg. C. Jacques, 217 Common; Charles A. Holiday, 259 Richmond; Harold T. Cooke, Standard Life Assurance Company; George Ewing, Cheese, 1723 Notre Dame; Frank Thomson Brown, 229 St. James; Thos. H. L. Sanderson, Imperial Insurance Company; John Montgomery, Canada Composing Company; Albert Westwood, 362 St. Christophe; Wm. Holmes Court, 72 St. Famille; Geo. Grenville French, 1773 Ontario; Henry Augustus Frommings, 1723 Notre Dame; Alfred St. Marie, 671 St. Catherine; Harold B. Mussen, Canada Atlantic Railway, city; W. King, 424 Maisonneuve street; Walter Gillis, 155 Berri; Etienne Mag. Allard, 243 Drolet; Norman Scott Rankin, 838 Dorchester; Jules Yelle, 560 Beaudry; Philorum Lefrancois, 574 Drolet; Geo. Lecours, 197b Montcalm; W. H. C. Mussen, 299 St. James; W. A. Findlay, 579 Seigneurs; Samuel Diamond, 169 Chatham; Aubrey Thos. Mussen, 299 St. James; R. D. McDonald, 727 Sherbrooke; Ernest Sauve, 86 Mentana; Ludger Lapointe, 1322 St. Catherine; Michael Thompson, 439 Gain; A. G. Markgraf, 41 Hutchison; Charles Grimwood, 286 St. Martin; Charles Bertrand Walsh, 22 Prince Albert avenue; Westmount; J. A. Markgraf, 41 Hutchison street; Simeon Cote, 355 Wolfe; Henri Saulnier, 449 Beaudry; Chas. E. Ladieke, 9 Brandon; Albert Lapierre, 10 St. Peter; R. G. Evans, 1402 Ontario; Louis Valles, 5 Craig; T. Morison, jr., 21 Closse; Ansoud Campbell, 35 Lorne avenue; Francis A. A. Mackenzie, 133 Metcalfe; Alfred Pagean, 1600 St. Denis,; Geo. B. Nacke, Quebec Bank; Ernest Linton, Quebec Bank; James Robert Macdonald, 19 Arcade; Napoleon Croteau, 10 St. Peter; Albert Choquet, 268 St. Timothee; Fred. W. Gross, 139 St. Peter; Allan Coats Rankin, 838 Dorchester; R. W. Douglas, 95 University; John Hy. McAnally, 27 Mance; Joseph Brochu, 451 Dorchester; Joseph Beauregard, 1205 Ontario; Frank Herbert White, 298 Stanley; Joseph Lajeunesse, 10 St. Peter; Joseph Boismenu, 10 St. Peter; Thomas Benny, 16 St. John; Alice Bernard, 1180 Huntley; Moise Beaudoin, 282 Visitation; Arthur Audette, 17 St. Felix; Raoul Mongeau, 10 St. Peter; John Manning, 248 William; John Hyland, 222 William; Joseph Pourin, 10 St. Peter; Fabien Sarrazin, 252 Champlain; H. G. Waring, 151 Selby avenue, Westmount; and Alfred Dumont, 104 1-2 Panet.

FOR FIVE SHARES EACH.

A second lot of 75, for 5 shares each was as follows:—Edward Rathbun Whitehead, 2486 St. Catherine; Chas. W. Brown, 371 Aqueduct; Fred. W. Atkinson, 367 Aqueduct; T. W. Boyd, 1683 Notre Dame; Alexander Hardman, 57 Beaver Hall Hill; Walter Patton, 281a St. Andre; Joseph Alphonse Lesperance, 40 Boyer; Albert Holt, 49 Cathcart; Ernest Bery Barber, 466 Berry; Joseph Bourassa, 1361 De Montigny; Frank M. Hulley, 16 Kinkora avenue; Le Roy H. Jones, 27 Park avenue; Henry Harrison Connor, 587 Beaudry; Pierre Mongin, 194 St. Elizabeth; F. C. A. McIndoe, 66 St. Peter; Henri Patenaude, 324 Logan; Napoleon Dorval, 761 Berri; Ulderic Lamoureux, 266 Panet; Louis Beauregard, 1205 Ontario; Napoleon Dorval, jr., 761 Berri; Joseph Lanthier, 10 St. Peter; James Kemp, 194 Nazareth; F. Xavier Vezina, 627 Amherst; William Wills, 2282 St. Catherine; William Piper, 1925 St. Catherine; A. W. Lavalliere, 687 Lafontaine; Napoleon Yelle, 562 Beaudry; Wm. R. Granger, 1682 Notre Dame; Edward B. Kirkham, 7 Beaver Hall Hill; Alfred T. David, 706 St. Lawrence; Robert J. Fitzgerald, 114 Champ de Mars; John C. McIlwane, 189 Centre; Armand Wermenlinger, 57 Beaudry; Norman Binmore, 73 City Councillor; J. Grant Cornell, 1760 Notre Dame; Wm. S. Fraser, 28 Mance; H. B. Montizambert, 4 Kinkora avenue; R. A. C. McNally, 299 St. James; Clement Charbonneau, 754 Fabre; Patrick C. McKenna, 72 Sherbrooke; Edouard Lapierre, 6 Ruelle St. Pierre; J. L. Rocheleau, 22 Groteau; Arthur Frelhay, 98 St. Maurice; T. J. Mooney, 379 St. Dominique; John Hanly, 26 Cathedral; Edouard H. Lanthier, 622 Cadieux; Wm. F. Kirkham, 12 Board of Trade building; Wm. Gleeson, 179 Delard St. Onge, 10 St. Peter; Brennan, 587 Beaudry; Dol-, 641 Hotel de Ville; Pa-sally, 27 Mance; Emile Pi-5 Ontario; Fabien Beaure-Ontario; Geo. Desaurdis, 349 Cardinal; Miles H. Drury, 13 St. David's place; James Shanahan, 26 St. Augustine; Patrick D. Gleeson, 181 Centre; Frederick J. McCann, 63 Victoria; Pacifique Goulet, 157 Panet, Joseph Galipeau, 152 Lariviere; Louis Giguere, 115 Rachel; Ovila Bourdon, 331 Mentana; Harry Kirkland, 10 St. Peter; Charles Dore, 566 Beaudry; Tancrede Gauthier, 701 St. Paul; Patrick Mackay, 3 Vallee; Jean B. Lachapelle, 169 Maisonneuve; Albert Perrier, 126 Metcalfe; Camille Lamarche, 322 Laurier avenue; Pierre Damour, 585 Drolet; Peter St. Hilaire, 4 Dufresne; Avila Renaud, 737 Fabre; John McEntyre, 73 Mackay; and Trefille Renaud, 723 Fabre.

ALSO FOR FIVE SHARES.

The next was a lot of 38, also for 5 shares each, as follows: James Herbert Bull, 2301 St. Catherine; George Creighton Jackson, 77 St. Mark; Edward H. Parratt, 16 Mackay; George F. Houston, 589 Cadieux; Richard Davis, 111 Nazareth; John Davis, 111 Nazareth; John Meredith, Standard Life Co.; Edward Henry Pickard, 57 Beaver Hall Hill; Chas. Edward Gilbert, 735 St. Urbain; A. O. Granger, 1682 Notre Dame; James Connor, 213 Prince Arthur; George Davis, 111 Nazareth; Wm. Brown, 69 Mansfield; J. Griffith Brewer, 29 Esplanade avenue; Wm. Henry Jackson, 117 Tupper; Thos. Sutton, 1682 Notre Dame; Wm. Rogers, 52 Cherrier street; John Wm. Day, 92 St. Luke; Geo. Wm. Stevenson, 991 Cadieux; Joseph Grant, 23 Brunswick; George Taillefer, 10 St. Peter; James Campbell, 722 Cadieux; John O'Brien, 94 Park avenue; Walter Edward Stanley, 53 Cathcart; John Hammill, 79a St. Famille; Octave Desloges, 120 St. Martin; Chas. F. Smith, 10 St. Peter; Walter Williams, 82 St. Mark; Thomas Kearns, 443 Laval avenue; George H. Carter, 10 St. Peter; Edouard Laliberte, 171 Maisonneuve; Walter Ernest Bell, 25 St. Edward; Wm. Amos Robertson, 11 Hospital; Louis Rubenstein, 537 Craig street; Joseph Jones, 10 Forfar; Chas. Henry Beard, 248 Mountain; James A. Michaud, 11 Greene avenue, Westmount; and George Charles Hiam, Imperial Insurance Company.

Lot of 16 of 5 shares each—Maurice Davis, 751 City Hall avenue; Emile St. Mars, 251a St. Hubert; Fred Henry Warner Wallace, 2284 St. Catherine; Evangeliste Houle, 119a Sanguinet; Charles Lariviere, 21 Latour; Joseph Fournier, 565 Beaudry; Louis Pan. Durocher, 101 Chausse; Antoine Millard, 235 Maisonneuve; Fridolin Roberge, 535 Beaudry; Narcisse Roy, 563 Wolfe; Mederic Majeur, 238a Montcalm; Edouard Croteau, 832 Berri; Bartholomew Canty, 167 Wellington; Raoul Seguin, 729 Fabre; Charles Walker, 239 Hibernia road; Louis Messier, 922 Berri.

ANOTHER LOT OF FIVES.

A lot of eleven for five shares each, was from Hugh O'Connor, 15 Durocher; Malcolm McL. Sabiston, 457 St. Paul; Wm. George Slack, Bell Telephone Co.; Philip Mackenzie, Bell Telephone Co.; George Zardley, 239 St. Dominique; Wm. Joseph Davis, 111 Nazareth; John McEnlry, 8 Plateau; Charles Henry Parsons, 39a Paris; Harry J. Cregeen, 408 St. Dominique; Adolphe Amos, 31 Drummond; and Clarence F. Smith, 10 St. Peter.

A lot of ten for five shares each was from Edward William James, 1875 Notre Dame; Napoleon Long, 72 Vitre; C. Havilland Routh, 198 St. James; John Andrews Rose, 9 Concord; Frank J. McKenna, 672 Sherbrooke; Thomas Davis, 111 Nazareth; Edmund Wm. Stanton, 57 Beaver Hall hill; James Robert Baker, 57 Beaver Hall hill; S. G. Bergevin, 130 St. Denis; and Wm. Albert Shaw, 482 Berri.

The following lots of five shares each were individually applied for:—G. Boivin, 206 St. Lawrence; Geo. McL. Wright, 681 Cadieux; Robert Kerr, 57 Beaver Hall hill; Christine Audet, 14 St. Christophe; Frederic Andre, 331 St, Hubert; E. Dastous, 102 Dubord; Antoinette Helbronner, 117 St. Matthew; Leclaire, 107 St. James; M. L. Beaudry, 279 University; Robert John Miller, C. P. R., Windsor station; Frederick Jones, 98 Nazareth; A. Browning, 1724 Notre Dame; G. E. Moberly, Northern Assurance Company; Wm. Stanley Chadwick, Everett L. Chadwick, Samuel Chadwick, Sarah B. E. Chadwick, Berkely E. Chadwick and Florence K. Chadwick, all of 75 St. Mark; Edward Erwin, Mrs. E. Erwin, Eleanor Erwin, Kathryne Erwin and Ethel Erwin, all of 43 Belmont park; E. Dastous, 321 St. Denis; J. L. Le Suer, 185 Laval; D. Costello, 7 Bisson; Louis Girard, 1145 Ontario; W. H. Black, 1760 Notre Dame; Ovide Myette, 844 Berri; Tom. Herbert Pullan, 1723 Notre Dame; Wm. E. Cooper, 179 Mance; Hiram Norton de Witt, 1723 Notre Dame; and Ernest Edward Chauvin.

The following were also individual applications:—Elizabeth Shearing, 32 St. Mark, 10 shares; Bessie May, Helen, Agnes, Ruth Muriel, John Hill, and John Hill Shearing, junior, all of the same address; Christopher Kyle, 188 Mountain; G. M. Pierce, 75 Hallowell; and Michael Helbronner, 117 St. Matthew, each 2 shares; W. P. J. Bond, of 95 Laval avenue, put in one tender for 6, and another for 8 shares; Mount Royal Cemetery Company, 200 shares; John Hyde (no address given) 80 shares; the Police Benevolent Society, 200 shares; A. C. Groulx, 60 St. Denis, 100 shares; and J. Lesperance, 127 St. Denis, 200 shares.

A second lot of ten for five shares each was from L. O. David, City Hall; A. V. Roy (no address given); J. G. Beauchamp, 17 Place d'Armes; —. Perreault (no address given); J. J. Beauchamp, 60 St. Hubert; A. E. de Lorimier, 30 St. James; L. E. Geoffrion, 4 de Bresoles; Joseph Lambert, jr., 60 Providence; Caisse Nationale d'Economie, Monument Nationale; and L. O. Loranger, 59 St. Denis.

A lot of six for five shares each was from Adam Wm. Hannigan, 587 Beaudry; Edwin A. Kinsley, 58 Fort; Frank O. Lefebvre, 468 Plessis; Frederick H. Hand, 33 Quesnel; Wm. P. Cochrane, 53 City Hall avenue; and Philip Labelle, 16 1-2 St. Elizabeth.

AND THEN ANOTHER LOT.

A lot of five for — shares each was from Sarah Erith, 75 St. Mark; Frank P. Ritchie, 408 Burnside Place; A. A. Charbonneau, 74 Clark; Walter H. Henders, 210 Elgin; and Zelia Poirier, 525 Beaudry.

MR. GILMAN'S LIST.

The following list was sent in by Mr. Francis Edward Gilman, as agent, for 5 shares each:—F. E. Gilman, 138a St. James; W. H. Clancy, 137 St. James; E. W. Gilman, 18 Victoria square; Mary E. J. Anderson, 20 Brunswick; W. A. Weir, 138a St. James; Victor Contoir, 111 St. Matthew; J. D. Cameron, 138a St. James; G. A. Marsan, 138a St. James; Leslie H. Boyd, 138a St. James; F. M. Gilman, 137 St. James; Mrs. Amelia M. Gilman, 111 St. Matthew; Frances S. Gilman, 344 Metcalfe avenue; H. J. Scriver, 143 St. James; S. Williams, 133a St. James; D. W. Hatch, 138 St. James; Chas. L. Fisher, 225 Prince Arthur; A. C. Stonegrave, 138 St. James; A. Roy McDonald, 225 Elm avenue; S. T. Leet, 204 St. James; John H. Isaacson, 204 St. James; John Malone, 137 St. James; George Bishop, 163 Stanley; Auld Mucilage Company, 17 Bleury; Wm. Angus, 4227 Dorchester; Edward R. Douglas, 37 Ste. Famille; Alex. R. Trussell, 491 St. Urbain; Wm. R. Elliot, 18 Victoria square; Charles Edlington, 2311 St. Catherine; J. J. Dunn, 2311 St. Catherine; Thomas Trimble, 119 Mackay; L. H. Davidson, 181 St. James; George W. Liddell, Herald office; M. Alexe, 67 Souvenir; J. W. Bryson, 143 St. James; F. J. Craig, 39 Jurors; A. Craig, 202 Mance; Ernest H. Tasker, 106 Mansfield; Wm. W. Smith, N.Y. Life building; Bryson Douglas, 11 Bleury; Wm. H. Leach, 18 Victoria square; A. A. Patton, 97 Park avenue; Charles Mock, 2669 St. Catherine; Wm. H. Chapman, 2637 St. Catherine; T. Anderson Bishop, 288 St. James; George T. Bishop, 288 St. James; Seth P. Leet, 204 St. James; James Wright, 204 St. James; Charles L. Walters, 528 St. Hubert; John Maclean, 23 St. Luke; McLean, Ross & Co., 515 St. Paul; John Blackwell, 415 Sanguinet; G. H. Weaver, 119 Bayle; Dominion Foundry Supply Company, 24 St. George; Henry Russell, 2663 St. Catherine; Ernest T. Kerr, 2230 St. Catherine; John A. Hasley, 2252 St. Catherine; Wm. H. Hasley, 2252 St. Catherine; Alex. Ramsay, 37 Recollet; George Waldron, 507 St. Paul; F. B. Drouin, 507 St. Paul; Wm. H. Henry, 115 St. Peter; Francois L. Desaulniers, 241 Dorchester; George P. England, 409 Mance; Archibald O. Waever, 25 Lincoln avenue; Michael J. Doherty, 180 St. James; Alphonse Beaudry, 107 St. James; Wm. B. S. Reddy, 107 St. James; John F. Reddy, 107 St. James; J. L. Coutlee, 107 St. James; John Nichols, 1734 Notre Dame; Frank C. Saunder, 109 St. Matthew; G. M. Saunders, 109 St. Matthew; J. James Cree, 32 Lincoln avenue.

FOR FIVE SHARES.

Allan R. Oughtred, 28 Lincoln avenue; James Atchison, 33 Bleury; Walter Atchison, 33 Bleury; James D. Anderson, 17 Bleury; Peter W. Wood, 15b Bleury; Wm. A. Wood, 15b Bleury; John Hyde, 181 St. James; James Mock, 2679 St. Catherine; Horace W. Reyner, 104 St. Matthew; Edward E. Wallace, 2621 St. Catherine; Hormisdas Lajeunesse, 181 St. James; Adelaide Hyde, 34 Lincoln avenue; David Robertson, 79 St. Matthew; Geo. H. Munroe, St. James; A. L. White, 90 Crescent; John F. Raphael, 22 St. John; Henry Fry, 157 St James; Geo. Hyde, 157 St. James; John Macintosh, 157 St. James; P. Macintosh, 157 St. James; Matthew Hannan, 94 Foundling; John P. Kavanagh, 106 St. Matthew; Jas. Morrison, 110 Mansfield; Wm. Swan, 167 1-2 St. Antoine; Theodore Lyman, 12 St. Nicholas; Alfred Globensky, 2653 St. Catherine; Robert W. Fowler, 2639 St. Catherine; A. S. Brown, 2601 St. Catherine; A. A. Stenhouse, 2595 St. Catherine; C. W. Sherwood, 2589 St. Catherine; James Dick, jr., 2583 St. Catherine; James Dick, sr., 41 Mackay; John D. O'Connor, 2565 St. Catherine; John Wilson, 2570 St. Catherine; Michael S. Lonergan, 11 Place d'Armes; Geo. Boyd, 9 Souvenir; O. W. Stanton, 189 St. James; Alonzo H. Clerk, 157 St. James; Geo. J. Adams, 157 St. James; Alex. Falconer, 157 St. James; Francis McMahon, 178 St. James; Walter McMann, 178 St. James; James P. Griffin, 155 St. Lawrence; D. Battersby, 178 St. James; Henry L. Putnam, 185 St. James; Michael J. McCrory 140 Cathedral; John S. Buchan, Canada Life Building; Thos. P. Butler, 221 Temple Building; John Patterson, 2655 St. Catherine; John W. Smith, 19 Lincoln avenue; Victor Geoffrion, 97 St. James.

MORE FOR FIVE SHARES.

Victor Morin, 97 St. James; John W. Hopkins, 204 St. James; James A. Hart, 1780 Notre Dame; Albert D. Nelson, 63 St. Peter; Wm. S. Patterson, 144 Drummond; John T. Wilson, 150 Drummond; James Carruthers, Board of Trade; Geo. Kinghorn, 14 Place d'Armes; Alfred J. Bryce, 12 St. Peter; James McShane, 112 University; Alex. Mitchell, 22 St. John; Dr. Andrew A. Robertson, 79 St. Matthew; Chas. Tymonds, 65 Forfar; David R. Whitehead, 77 Imperial Building; James Crankshaw, 81 Imperial Building; Chas. J. Saxe, 79 Imperial Building; John W. Wilson, 45 St. Luke; Wm. Foster Brown, 2323 St. Catherine; Robert A. Dickson, 2261 St. Catherine; John Lewis, 2208 St. Catherine; Henry Birks, Phillips square; Gerald Birks, Phillips square; John H. Birks, Phillips square; Wm. H. Lavers, jr., 9 Prince Arthur; John Ramsay, 208 Cherrier; Chas. Salter, 180 Mitcheson; Richard Law, 6 Brandon avenue; Colin D. Morgan, Phillips Square; John L. Patterson, 208 St. Urbain; James D. Patterson, 21 Phillips square; Robert B. Foster, 21 Phillips square; John C. Nichol, 7 Beaver Hall square; Frank C. Nichol, 7 Beaver Hall square; Henry J. S. Nichol, 7 Beaver Hall square; Henry Tucker, 204 St. James; Robert C. Jamieson, 13 St. John; and Alex. T. Higginson, 13 St. John.

-RECAPITULATION-

Individual Applications

8 for 2 shares each		16
56 " 5		280
2 " 6		12
1 " 8		8
2 " 10		20
2 " 20		40
1 " 40		40
1 " 80		80
2 " 100		200
3 " 200		600
78		1,296
1 for 1000 (E.W.Guernon)		1,000
1 " 4,440 (F.E.Gilman) The whole at par		4,440
1 " 4,440 (Louis P.Bryant) The whole at 101¾		4,440
		12,301

CLUBS

1 Lot of 75 for 5 shares each	375
1 " " 75 " 5 " "	375
1 " " 38 " 5 " "	190
1 " " 16 " 5 " "	80
1 " " 11 " 5 " "	55
1 " " 10 " 5 " "	50
	12,301
Mr.F.E.Gilman's list 162 names 5 shares each	810
	13,111

Archives de la Ville de Montréal

J. L. ARCHAMBAULT, C. R.

Département en Loi. *Montréal,* 2 Octobre 1899. 189

A

SON HONNEUR le MAIRE

et aux ECHEVINS de la Cité de Montréal.

re $222,000 d'obligations à 3 et demi pour cent rachetables par fonds d'amortissement.- 1939.

Messieurs,

La Cité ayant annoncé par avis public qu'elle était prête à émettre au pair $222,000 d'obligations, pour un terme de 40 ans et portant intérêt au taux de 3 et demi pour cent payable semi-annuellement, des souscriptions ou soumissions ont été reçues par le Trésorier de la Cité jusqu'au 15 de septembre dernier; l'émission a été limitée aux citoyens de Montréal; il a été bien entendu que des soumissions pour une à cinq obligations seraient acceptées en plein jusqu'à concurrence du montant de l'émission, mais les souscriptions pour des montants plus considérables devaient être réduites au pro rata.

Lorsque la liste des souscripteurs a été soumise pour approbation au Comité des Finances et finalement au Conseil, des débats se sont élevés sur l'irrégularité de certaines soumissions comme étant tout-à-fait contraires à l'intention des promoteurs

Archives de la Ville de Montréal

promoteurs de l'emprunt, et Votre Conseil, par résolution du 25 septembre dernier, désire avoir notre opinion sur la question de savoir si la Cité pourrait refuser de vendre les débentures en bloc ou en partie aux souscripteurs qui ont fait application, et si elle pourrait donner la préférence à l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police et au Bureau de la Commission des Ecoles pour le fonds d'amortissement de leur emprunt.

Nous avons maintenant l'honneur de faire rapport que d'après les termes de l'avis publié en différents journaux de cette ville par le Trésorier de la Cité, dans les mois d'août et septembre derniers, avec toutes les clauses et conditions y énoncées, nous venons à la conclusion:

1o Que la ville est tenue d'émettre des débentures au taux susmentionné pour tous les souscripteurs d'une à cinq obligations, qui se sont strictement conformés aux exigences du dit avis, et ce jusqu'à concurrence du montant de l'émission.

2o La balance des dites obligations doit être partagée au pro rata entre les souscripteurs pour des montants plus considérables que cinq parts et qui se sont conformés au dit avis, y compris le Bureau de la Commission des Ecoles pour le fonds d'amortissement de son emprunt, qui n'a droit à aucune préférence.

Les souscriptions irrégulières doivent être mises de côté quant à l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police, elle n'est plus en cause, vu que son application a été

Archives de la Ville de Montréal

a été retirée.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

D. Gethier

J. K. Archambault

Avocats de la Cité.

Aw. Atwater

Avocat Consultant de la Cité.

Archives de la Ville de Montréal

Law Department.

Montreal, October 2nd. 1899.

To His Worship the Mayor and the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

The City having announced by public advertisements that it was prepared to issue at par obligations to the amount of $222,000, for a term of 40 years, bearing interest at the rate of 3 1/2 % per annum, payable semi-annually, subscriptions or tenders were received for the same by the City Treasurer until the 15th. of September last; the issue was limited to citizens of Montreal, and it was well understood that one to five shares would be allotted to each tenderer in full to the extent of the issue, but that tenders for larger amounts would be reduced pro rata.

When the list of subscribers was submitted to the approval of the Finance Committee, and then to the Council, a debate arose in connection with the irregularity of certain tenders which were alleged to be contrary to the intentions of the issuers of the Loan, and your Council, by a resolution adopted on the 25th. of Sept, last, desires to obtain our opinion as to whether the City has the right to refuse to sell the stock, en bloc or in part, to the subscribers who have applied for the same, and if preference could be given to the Police Benefit Association, and the School Commissioners for the sinking fund connected with their loan.

We now have the honor to report that according to the terms of the public notice published in the different newspapers of the City by the City Treasurer, in the course of August and September last, as well as the clauses and conditions therein mentioned, we have arrived at the conclusion:

Archives de la Ville de Montréal

1-That the City is held to issue debentures at the above mentioned rate in favor of all the subscribers of from one to five shares, and who have strictly complied with the requirements of said notice, to the full extent of the issue.

2-The balance of these obligations must be apportioned pro rata among the subscribers for amounts exceeding five shares, and who have complied with said notice, including the Board of School Commissioners for the purpose of the sinking fund of its loan, but ~~xxx xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ to whom no preference is to be given.

Irregular subscriptions must not be entertained. We understand that the application of the Police Benefit Association is now out of question, as the same has been withdrawn.

We have the honor to be,

Gentlemen,

Your very humble and obedient servants,

(Signed) L.J.Ethier,

J.L.Archambault.

City Attorneys.

(Signed) A.W.Atwater,

Consulting City Attorney.

Archives de la Ville de Montréal

city attorneys
re $222.000 loan

Presented to Council 2 Oct 1899
Presenté au Conseil

filed

Département en Loi. Montréal, 3 Octobre 1899.

A Son Honneur Le Maire
Mr. R. Préfontaine
C.R.

Monsieur,

Je vois dans le rapport des procédés de l'assemblée du Conseil tenue hier, tel que publié dans les journaux, que Mr. l'Echevin Sadler, faisant allusion à l'opinion soumise par les avocats de la Cité et par Mr. Atwater, sur la manière de faire les enquêtes devant les comités, vous a demandé si j'avais signé cette opinion, et si les papiers m'avaient été envoyés.

Vous auriez alors répondu que vous aviez donné instruction de me soumettre les documens, et que depuis on vous avait informé que l'on s'était rendu à votre désir, et que les papiers m'avaient été adressés.

Or voici ce qui s'est passé:

Une lettre que vous avez fait remettre aux avocats de la Cité, le mercredi 27 Septembre, et à emprunter probablement le même jour, ne fut laissée à mon bureau que le 2 du courant, vers midi et demi, quelques instans après que j'en fusse sorti pour aller à un engagement.

A

Archives de la Ville de Montréal

A mon retour à l'Hôtel de Ville, le 3, par conséquent le lendemain de l'assemblée du conseil, je trouvai la lettre sur mon pupitre, sans document, sans référence, et sans aucune intimation de la part de qui que ce soit que j'étais appelé à donner une opinion -

Voilà pourquoi ma signature n'apparait pas sur celle qui a été communiquée au conseil.

Permettez moi de saisir cette occasion pour vous apprendre que, depuis plus d'un an, je n'ai pas eu l'honneur d'être consulté plus d'une fois ou deux par le Département en loi; je l'ai été quelquefois par Mr Archambault, et, de tems à autre, par quelques Echevins; cependant je me fais un devoir de descendre tous les jours à l'Hôtel de ville, où l'on est toujours sûr de me trouver à mon bureau de 11 heures à 1½.

Je serai toujours heureux d'étudier, à l'aide de mes faibles lumières en matière municipale, les questions qui intéressent la cité, et de leur donner la solution que je croirai conforme à la loi et à la justice. Telle est la mission que m'a confiée le Conseil de Ville en me nommant Avocat consultant de la cité en Janvier 1898, et cette mission j'ai toujours

Archives de la Ville de Montréal

toujours été prêt à l'exercer avec toute la diligence voulue -

veuillez agréer,

Mr le Maire,

mes respectueux Salut et

me croire Votre bien dévoué Serviteur,

Roméo Roy

Avct. Consultant de la Cité -

Archives de la Ville de Montréal

3 oct. 1899

Lettre de Me Roüer Roy au Maire, sur les motifs de l'absence de sa signature sur une certaine opinion du Contentieux adressée au Conseil.

Archives de la Ville de Montréal

L. J. ETHIER, C. R. J. L. ARCHAMBAULT, C. R.

Département en Loi. *Montréal,* 6 Novembre *1899.*

A

SON HONNEUR le MAIRE

et aux ECHEVINS de la Cité de Montréal.

re Droit de vote des propriétaires non résidents.

Messieurs,

Une résolution de Votre Conseil nous demande de répondre à la question de savoir si les propriétaires non résidents, dont les noms apparaissent au rôle de différents quartiers de la ville, ont droit de vote dans chacun de ces quartiers.

Nous avons l'honneur de faire rapport que les propriétaires, en vertu de la section 45 de la charte, ont droit de vote dans tous les quartiers où ils possèdent quelque immeuble;- mais ils ne peuvent exercer qu'un seul vote pour l'élection du Maire.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

L. J. Ethier

J. L. Archambault

Avocats de la Cité.

Fournier Roy

Avocats Consultants de la Cité.

Archives de la Ville de Montréal

City attorneys re
vote of non resident
proprietors.

Presented to Council 6 Mar 99
Présenté au Conseil .....

filed

Archives de la Ville de Montréal

L. J. ETHIER, C. R.

J. L. ARCHAMBAULT, C. R.

Département en Loi. *Montréal,* 13 Novembre 1899.

A

SON HONNEUR le MAIRE

et aux ECHEVINS de la Cité de Montréal.

Monsieur le Maire,

Par lettre du 7 courant vous désirez avoir notre opinion concernant une décision donnée par Votre Honneur sur un point d'ordre soulevé par Monsieur l'Echevin Ames, sur la question de savoir comment se compose le vote affirmatif de la Majorité des membres de tout le Conseil pour l'adoption des règlements:- en d'autres termes, le vote de 13 Echevins et celui du Maire comme vote prépondérant peuvent-ils constituer cette majorité?- et nous avons maintenant l'honneur de faire rapport:

Que la décision de Votre Honneur renvoyant la question d'ordre est bien fondée.- La majorité absolue du Conseil est de 14, et cette majorité peut s'obtenir soit par un vote des Echevins seuls, soit avec l'aide du Maire comme vote prépondérant. (Voir Articles 21 - 301.)

-11-

Une autre question nous a été soumise de la part du Conseil pour notre opinion, savoir si les estimateurs peuvent ou doivent faire une liste supplémentaire des électeurs, et si

oui

Archives de la Ville de Montréal

et si oui, quels sont les contribuables qui doivent y être inscrits et ceux qui doivent en être exclus?

R E P O N S E .

D'après les dispositions de la charte le président du bureau des estimateurs, avant le premier de décembre de chaque année, prépare une liste des personnes ayant le cens électoral suivant la loi, et après l'avoir dûment attestée il la transmet, dès le premier de décembre au Greffier de la Cité, qui la remet au Trésorier pour examen.- Viennent ensuite les formalités de la loi pour la révision et finalement la mise en vigueur de la dite liste.

Après l'accomplissement de ces formalités, nous avons alors ce que la charte appelle la seule liste exacte des électeurs pour les différents quartiers de la Cité.

Nous arrivons à la conclusion qu'il n'y a aucune autorité dans la loi pour permettre aux estimateurs de faire une liste supplémentaire des électeurs.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Maire,

Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

Avocats de la Cité.

Avocats Consultants de la Cité.

Archives de la Ville de Montréal

HOTEL DE VILLE

MONTRÉAL, 7 Novembre 1899 189

MM Ethier & Archambault
Avocats de la Cité.

Messieurs:

Vous voudrez bien trouver sous ce pli un extrait des minutes d'une assemblée du Conseil d'hier.

Vous y verrez que j'ai donné une décision sur un point d'ordre soulevé par l'Echevin Ames et j'ai promis au Conseil qu'à la prochaine assemblée je soumettrais votre opinion sur le bien-fondé de cette décision.

Vous voudrez donc me donnder votre opinion par écrit afin que je puisse la soumettre à la prochaine assemblée du Conseil.

Bien à vous

R. Préfontaine

Maire.

Archives de la Ville de Montréal

EXTRACT from the minutes of a meeting of the Council of the City of Montreal, Special Meeting, held Monday the 6th-day of November I899.

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o

The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law to fix the payment of the water rate in four instalments.

ON MOTION OF ALDERMAN RAINVILLE

SECONDED BY ALDERMAN Mc BRIDE

It was

RESOLVED. That said by-law be now read a second time.

Said by-law was accordingly read a second time.

ALDERMAN LAPORTE THEREUPON MOVED

SECONDED BY ALDERMAAN AMES.

That Sec I of said by-law be struck out and replaced by the following sections:-

Ic The water rates are due and payable on the first of September of each year.

2c Three per cent,discount will be allowed on all annual accounts paid in full on or before the Ist of September.

3c The City Treasurer is, however,authorized to receive the payment of said water rates by four equal instalments namely,on or before the Ist September,on or before the I5th of the months of October,December and March.~~December and March~~.These payments shall have to be made strictly on or before each of the said dates; failing to pay all or any of these installments on or before each of the said dates,the water rates or the balance thereof,shall become immediately due and exigible;

4c No discount will be made on the payments by installments;

5c Clause 3 of this by-law will not apply to the water

Laporte

Archives de la Ville de Montréal

rates imposed by the supplementary rates, said water rates shall be paid in full when due.

6o- Persons who this year have paid their water rates in comformity with the terms of the resolution adopted by this Council on the 9th July I895, can avail themselves of this by-law for the payment of the balance.

The vote being taken on said motion

THE COUNCIL DIVIDED:

YEAS: Stevenson, Laporte, Ames, Mc Bride, Turner, Kinsella, Sadler, Martineau, Gallery, Clearihue, Ekers, Gagnon, Dufresne, Roy..... I4

NAYS: Rainville, Brunet, Marsolais, Jacques, Prenoveau, Beausoleil, Dupré, Archambault, Lareau Paquette, Wilson..... II

So it passed in the affirmative.

AND A DEBATE ARISING.

MOVED BY ALDERMAN LAREAU

SECONDED BY ALDERMAN BEAUSOLEIL

That the vote just taken be now reconsidered.

THE COUNCIL DIVIDED.

YEAS. Rainville, Brunet, Marsolais, Jacques: Prenoveau, Beausoleil, Dupré, Archambault, Ouimet, Lareau, Paquette, Roy, Wilson..... I3

NAYS: Stevenson, Laporte, Ames, Mc Bride, Turner, Kinsella, Sadler, Martineau, Gallery, Clearihue, Ekers, Gagnon, Dufresne..... I3

The votes being equally divided His Worship The Mayor gave his casting vote in favor of said motion.

Said motion was therefore carried and it was

RESOLVED: Accordingly.

The vote being taken on daid motion of Ald. Laporte Seconded by alderman Ames.

THE COUNCIL DIVIDED.

YEAS: Stevenson, Laporte, Ames, McBride, Turner, Kinsella Sadler, Martineau, Gallery, Clearihue, Ekers, Gagnon Dufresne..... I3

NAYS: Rainville, Brunet, Marsolais, Jacques, Prenoveau, Beausoleil, Dupré, Archambault, Ouimet, Lareau, Paquette, Roy, Wilson..... I3

Archives de la Ville de Montréal

The votes being equally divided His Worship the Mayor gave his casting vote against said motion which therefore passed in the negative.

ALDERMAN RAINVILLE THEREUPON MOVED

SECONDED BY ALDERMAN BEAUSOEEIL

" That sec.Ist of said By-Law be struck out and replaced by the following:

Sec.I.The water rate may be paid by quarterly instalment Viz: On or before the First day of the month of September - and on or before the fifteenth day of the months of October, December and March in each year.

This provision shall apply to the payments made this year in virtue of the resolution passed by the Council on the ninth July I895. "

AND A DEBATE ARISING:

The vote being taken on said motion

THE COUNCIL DIVIDED:

YEAS. Rainville,Brunet,Marsolais,Jacques,Prenoveau, Beausoleil,Dupré,Archambault,Ouimet,Lareau, Paquette,Roy,Wilson.....I3

NAYS: Stevenson,Laporte,Ames,Mc Bride,Turner,Kinsella,Salder,Martineau,Gallery,Clearihue,Ekers, Gagnon,Dufresne.....: I3

The votes being equally divided His Worshipt the Mayor gave his casting vote in favor of said motion.

Said motion accordingly passed in the negative.

Alderman Ames raised a point of order contending that a vote of the majority of the whole Council was necessary in order to adopt said motion and that only thirteen members of the Council had voted affirmatively,whereas the affirmative vote of fourteen members of Council was required in order to adopt a by-law (Sec.30I of the Charter)

HIS Worship the Mayor decided that said motion had been adopted regularly.

Archives de la Ville de Montréal

MOVED BY ALDERMAN RAINVILLE

SECONDED BY ALDERMAN BEAUSOLEIL

That the rules relating to the reading of by-laws be suspended in the case of the present by-law in order that the same may be read a third time.

AND A DEBATE ARISING

Further consideration of said by-law was postponed, to be the first order of the day of next meeting of Council.

Certified

L. O. David

City Clerk

Archives de la Ville de Montréal

Extract from the minutes of a meeting of the Council of the City of Montreal, Special Meeting, held Monday the 6th-day of November 1899

-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-$-

ON MOTION OF ALDERMAN BEAUSOLEIL

SECONDED BY ALDERMAN JACQUES

it was

RESOLVED: That the City Attorneys be required to state whether the Assessors may or shall make a supplementary roll of electors; if in the affirmative, which rate payers are entitled to be inscribed on said list, and which are not. (Art. 47 of the charter)

Certified

René Bausch

Asst City Clerk

Archives de la Ville de Montréal

Conseil.

6 Nov. 1899.

Rôle supplémentaire?
Si oui,
Quels contribuables doivent
et quels ne doivent pas
être inscrits? (art. 47.)

Presented to Council 13 Nov. 99
Présenté au Conseil

Filed

Law Department. Montreal, 24 November 1899 189

TO HIS WORSHIP the MAYOR
and ALDERMEN of MONTREAL.

Gentlemen,

By instruction of the City Council, the following question has been referred to us for an opinion to it-

QUESTION.

If an office tenant who after the Ist of May I899 move to another office in the same ward, will he have the right to vote if beside he has paid all his municipal taxes- We beg now respectfully to report as follows:-

ANSWER.

Such a tenant is in our opinion qualified to vote provided he has occupied an office in the same ward from the Ist of May I899 including the time of the revision of the electoral list, and provided also he has paid all his municipal taxes.

We have the honour to be, Gentlemen,
Your most obedient servents.

City Attorneys.

Archives de la Ville de Montréal

City attorneys
in answer to
a question re right
of vote of certain
tenants

Presented to Council 27 Nov 99
Présenté au Conseil

filed

Archives de la Ville de Montréal

The Manufacturers' Association.

P.O. BOX No. 713,

Montreal, 13 décembre, 1899.

Monsieur P. G. Martineau,
Echevin.

Cher Monsieur,-

Permettez-moi d'attirer votre attention sur l'extrait ci-joint des minutes d'une assemblée du Comité de l'Association des Manufacturiers, tenue le 7 courant, pour prendre en considération l'avis de motion de l'échevin Sadler, proposant un amendement à la charte de la Cité, ayant pour but d'exempter de taxes, pour une période de dix ans, toutes les machineries, outillage et outils en usage dans les fabriques industrielles de la ville.

La mise en force de cette taxe sur les machines, outillage et outils a déjà eu son mauvais effet lorsque nous avons vu un certain nombre d'anciennes industries qui ont laissé la ville, ainsi que des nouvelles fabriques qui se sont établies dans les Municipalités environnantes, et il est donc évident que cette taxe est tout à fait contraire aux intérêts de la Cité.

Je compte donc que, ayant à coeur la prospérité de notre ville, vous voudrez bien user de votre influence en faveur de l'amendement proposé.

Croyez-moi, Monsieur,
Votre etc, etc.

W. W. Ogilvie
Pres.

Archives de la Ville de Montréal

Extrait des Minutes d'une assemblée du Comité de l'Association des Manufacturiers, tenue ce jeudi, le 7 décembre 1899.-

Il a été résolu à l'unanimité que cette assemblée prenant connaissance de l'avis de motion donné par l'echevin Sadler à une assemblée spéciale du Conseil de Ville, tenue le 4 courant proposant l'amendement suivant à la charte de la Cité:

"Que l'article 361 de la présente charte (62 Vic.Chap.58)
"soit amendé en y ajoutant une clause autorisant le
"Conseil par un règlement."
"D'exempter de toute taxe et cotisation pour une période
"n'excédant pas dix années, les machineries, outillage,
"et outils en usage dans les industries manufacturières
"de la ville de Montréal, excepté les personnes, Com-
"pagnies ou Corporations possédant des privilèges ou
"pouvoirs sur les rues de la Cité, soit au-dessus ou au-
"dessous de terre, ou sur aucune autre propriété appar-
"tenant à la Cité."

Approuve le principe de l'amendement ci-dessus qui sera proposé à la charte de la cité à la prochaine session de la Législature, et demande avec instance que la motion de l'échevin Sadler soit adoptée.

Il a été aussi décidé à cette assemblée que voyant combien cette taxe imposée sur les machines est à l'encontre des intérêts de la Cité, la preuve étant le nombre de fabriques importantes qui sont allées s'installer dans les Municipalités voisines, que copies de cette résolution soient adressées à Son Honneur le Maire et aux Echevins, leur demandant d'employer toute leur influence afin d'obtenir la passation de l'amendement proposé.

Thos. R. Bacon
Secy.

Archives de la Ville de Montréal

The Manufacturers' Association.

P.O. BOX No. 713,

Montreal, 14th December 1899.

His Worship The Mayor of Montreal.

MONTREAL.

Your Worship,

I beg to direct your attention to the accompanying extract from the Minutes of a meeting of the Committee of the Manufacturers' Association held on the 7th instant, with reference to a notice of motion by Alderman Sadler, embodying a proposed amendment to the City Charter and having for its object the exemption from taxation for a period of ten years the machinery, plant and tools of the manufacturing industries of the City.

The effect of the application of the tax on the Machinery and plant of the manufacturers of the City, has already been seen in the removal of several old-established businesses to, and the establishment of new industries in, neighbouring municipalities, and it must be apparent to you that such a movement is opposed to the best interests of the City.

Under these circumstances, I express with confidence, the hope that you will use your influence to secure the proposed amendment.

I have the honour to be,

Your obedient servant,

W. H. Gilson

Archives de la Ville de Montréal

Extract from the Minutes of a meeting of the Committee of the Manufacturers' Association, held this Thursday the seventh December 1899.

"It was unanimously resolved that this meeting in taking cognizance of the notice of motion made by Alderman Sadler, at a special meeting of the City Council held on the 4th instant, for amendment to the City Charter, as follows.

"That article 361 of the present Charter (62 Vict. Chap 58)
"be amended by adding a clause thereto which shall enable the
"City Council, by by-law.
"To exempt from taxation and assessment for a period not
"exceeding 10 years, the machinery, plant, and tools in every
"manufacturing industry in the City of Montreal, except persons,
"companies or corporations, having privileges or powers over
"or under the streets or any part of City property".

approve of the principle of the aforesaid amendment proposed to be made to the City Charter at the next session of the Legislature, and would earnestly urge the adoption of Alderman Sadler's motion by the City Council.

It was also decided that in view of the fact that the tax upon the machinery used by manufacturers is opposed to the best interests of the City (as has already been proved by the removal of several important industries to neighbouring municipalities) copies of this resolution be sent to His Worship the Mayor and Aldermen with the request that they use their influence to obtain the proposed amendment.

Thos. Bacon Secy.

Archives de la Ville de Montréal

Manufacturers Association

13 Dec. 1899

The Manufacturers Association re exemption de taxe de la machinerie et de l'outillage dans les fabriques de la Ville

L. J. ETHIER, C. R. J. L. ARCHAMBAULT, C. R.

Département en Loi. *Montréal,* 22 Décembre *1899.*

A

SON HONNEUR le MAIRE de MONTREAL .

Monsieur le Maire,

Par votre lettre en date du 18 courant vous nous avez requis de donner une opinion sur les deux questions suivantes:

1o Suivant la charte de la Cité de Montréal, cette dernière a-t-elle le pouvoir de passer un règlement ordonnant que le lait soit pasteurisé ou chauffé jusqu'à un certain degré, afin de faire disparaître les microbes avant d'en faire la vente dans les limites de la Cité ?

2o Si la Cité n'a pas ces pouvoirs, la Législature pourrait-elle accorder de tels pouvoirs ?

R E P O N S E S .

1o Les pouvoirs qui nous sont conférés par la nouvelle charte d'inspecter et réglementer les laiteries et d'octroyer des permis aux laitiers, ne comportent pas celui d'obliger ces derniers à vendre, dans Montréal, du lait pasteurisé ou chauffé à une certaine température.

2o La Législature, dans la limite de ses attributions,

peut

Archives de la Ville de Montréal

peut accorder un semblable pouvoir à la Cité de Montréal dans l'intérêt de l'hygiène publique.

Nous avons l'honneur d'être, monsieur le Maire,

Vos obéissants et dévoués serviteurs,

J. J. Ethier

J. L. Archambault

Avocats de la Cité.

Je concours -
Rouër Roy
Avct. Cons. de la Cité

A. W. Atwater

Archives de la Ville de Montréal

City attorneys
re Sale of Pas-
teurized Milk

Presented to Council 22 Dec 9
Présenté au Conseil

filed

Archives de la Ville de Montréal

L. J. ETHIER, C. R. J. L. ARCHAMBAULT, C. R.

Département en Loi. *Montréal,* 22 Décembre 1899.

A

SON HONNEUR le MAIRE de MONTREAL .

Monsieur le Maire,

En réponse à votre lettre du 19 courant, demandant notre opinion sur la question de savoir quelle interprétation doit être donnée à la règle 19B du Conseil, nous avons l'honneur de faire rapport:

Que les expressions suivantes," sur le vote des "deux tiers du Conseil", contenues dans la dite règle 19B doivent s'interpréter comme signifiant les deux tiers de tout le Conseil, et non les deux tiers des membres alors présents à l'assemblée.

Nous avons l'honneur d'être, monsieur le Maire,

Vos obéissants et dévoués serviteurs,

L. J. Ethier

J. L. Archambault

Avocats de la Cité.

Je concours.
Rouër Roy
Avct. Cons. de la Cité

A. W. Ahwahr

Archives de la Ville de Montréal

City attorneys
auth interpre-
tation of Rule
19 b -

Presented to Council 22 Dec 9
Presenté au Conseil .....

filed

Archives de la Ville de Montréal

L. J. ETHIER, C. R.

J. L. ARCHAMBAULT, C. R.

Département en Loi. *Montréal,* 22 Décembre 1899.

A SON HONNEUR le MAIRE

et aux ECHEVINS de la Cité de Montréal.

Messieurs,

Par résolution de Votre Conseil en date du 18 courant nous avons été requis de donner notre opinion sur les questions suivantes, en matière d'actes de corruption aux élections municipales, savoir:

1o Est-ce que l'offre de la part d'un candidat aux honneurs municipaux, ou de la part de toute autre personne en son nom, de payer à un électeur ses taxes municipales, ou une partie d'icelles, avec l'entente que la personne dont les taxes seront ainsi payées votera en faveur du dit candidat à la prochaine élection, constitue un acte de corruption ?

2o Est-ce que le paiement des taxes municipales, en tout ou en partie, fait par un candidat ou par une autre personne de sa part, dans le but de qualifier un électeur qui a promis de voter pour le candidat en question, constitue un acte de corruption dans le sens de l'article 223 de la charte ?

3o Est-ce qu'un électeur qui, avant une élection, permet que ses taxes soient payées par un échevin, par un candidat, ou par toute autre personne de leur part, en convenant lors du dit paiement qu'il votera pour tel échevin ou candidat à la prochaine élection, est coupable de corruption d'après

l'article

Archives de la Ville de Montréal

l'article 326 de la charte et passible des pénalités attachées au dit acte ?

4o Est-ce qu'un électeur dont les taxes ont été payées en tout ou en partie par un candidat, un échevin, ou toute autre personne de leur part, en retour d'un promesse donnée au temps du paiement, lorsqu'il prête le serment prescrit par l'article 135, sections 5 et 6, lors de son vote, commet un parjure et devient passible des pénalités attachées à cette offense ?

Après avoir consulté les articles de la charte, au paragraphe 14, concernant les actes de corruption et menées corruptrices en matière d'élection, particulièrement les articles 222, 223, 224, 225, 226, nous sommes arrivés à la conclusion de répondre dans l'affirmative aux trois premières questions posées,- avec la condition essentielle que l'intention corruptrice des personnes inculpées soit établie à la satisfaction du tribunal compétent.

Quant à la quatrième question, nous y répondons dans la négative.- La formule du serment ne paraît pas avoir prévu le cas supposé par cette question.- Il nous semble imprudent d'affirmer qu'un électeur dont la taxe aurait été payée par des tiers se parjurerait nécessairement; pourrait-on réellement dire que cet électeur a reçu quelque chose suivant les termes du paragraphe 6 de la formule? Nous ne le croyons pas.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,
Vos très-humbles et obéissants serviteurs,

J. E. Alne
J. L. Archambault
Avocats de la Cité.

Le concours dans les trois réponses aux trois premières questions.
Rouër Roy
Ass. cons. de la Cité.

avocat
par DE.

Archives de la Ville de Montréal

Extract from the minutes of the Council of the City of Montreal, Special Meeting, held Monday the 18Th-day of December 1899.

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

The order of the day being read to consider a notice of motion by Alderman Ames anent the interpretation of certain sections of the Charter.

ON MOTION OF ALDERMAN AMES

SECONDED BY ALDERMAN GAGNON

it was,-

RESOLVED: That the City Attorneys be instructed to give their opinion in writing for the next meeting to the following questions:

I. Does the offer by a candidate for municipal honors or by any other person, on his behalf, to, pay for an elector his municipal taxes, or any portion thereof, on the understanding that the person whose taxes are thus paid will vote in favor of the candidate aforesaid, at a subsequent election, constitute an act of bribery.

2. Does the payment of municipal taxes in whole or in part, by a municipal candidate himself, or by any other person on his behalf, in order to qualify an elector who may have promised to vote for the candidate in question, constitute an act of bribery in the sence prescribed by article 223 of the Charter.

3. Is a voter, who, before an election permits his taxes or any portion thereof to be paid by an Alderman, by an aldermanic candidate, or by another on behalf of an alderman or aldermanic candidate, agreeing at the same time of such payment to vote for the aforesaid aldermanic candidate at the next subsequent municipal election, guilty of bribery under article 226 of the Charter, and liable to the penalties attached

Archives de la Ville de Montréal

such an act .

4. Does an elector,whose taxes in whole or in part , have been paid by an alderman or an aldermanic candidate or by any pther person on behalf of such alderman or candidate who, in redemption of a promise given or implied before or at the time of such payment,takes the oath when voting as prescribed by article I35; 5 and 6,of the Charter,commit in so swearing an act of perjury and become liable to the penalties for such offence.

Certified

L. A. Lamoureux

City Clerk

Archives de la Ville de Montréal

City attorneys on the interpretation of Sec 222 et al of the Charter

Presented to Council 26 Dec 9

Presenté au Conseil

filed

Archives de la Ville de Montréal

MOUNT ROYAL PARK.

26th. Decr. 1899.

Raymond Prefontaine, Esq.,

M.P.

Mayor,

City of Montreal.

Sir:-

I regret exceedingly the misfortune which has fallen to me in the estimation of some members of the Council.

I cannot but feel that whatever faults I may have, and I am more conscious of them than any one else can be, I am now suffering from a mistaken zeal in the interest of my employers.

If I have been severe on the men placed under me it was solely from a desire to get the greatest possible amount of work done for the appropriations of Council.

If I have been harsh in attempting to prevent the pulling of wild flowers on the mountain, it should not be forgotten that it was my duty to enforce the By-Law which forbade it - and my own intense desire to keep up the appearance of the Park may have led me into error in my way of doing it, but no one can question the motive for in neither case could it benefit myself personally.

If I have kept pet animals on the Park, it was with the object of making it interesting to visitors and I have never made one dollar of money by it myself.

I

Archives de la Ville de Montréal

I have now been Twenty-seven years on the Park - during which I have given all my energies to its development, and if now by reason of the infirmities of age as much as anything I have in your estimation become unfit for the proper discharge of my duties, I am surely entitled to consideration for what I have done in the past.

I am now Seventy-six years of age, am in unfortunate circumstances as regards my family, and have not been able to save anything out of the very moderate salary which I have had.

The statements which I hear are circulated to the effect that I am indifferent to my position, being well off, are absolutely without foundation.

I am,

Sir,

Your Obedient Servant,

William Gibson

Supt. Mount Royal Park

Archives de la Ville de Montréal

To his Worship the Mayor and members of the city council.

Gentlemen,

To day you are to deal with the question of the dismissal of a civic official. You all naturally understand the feelings of a son, at this juncture, which to avoid, would be his duty, at any advent. But it is still of some importance, that in the present case I should strenuously reveal my feelings, for on one occassion, Dr was denied a principal, which to redeem, all the money in the world could not do. It is therefore my duty, as a son, and a british subject to appeal to you, to have the said official continued in office, for a term of two years. By so doing, you shall never regret the motive, I can assure you gentlemen. That this letter be read in council and be given the consideration it is entitled to, is my wish. I am certain that each and everyone of you, will not condemn me for my audacity in presenting this letter to you.

I am,
Gentlemen,
Yours respectfully,
R. J. McGibbon.

Mount Royal Park.

Archives de la Ville de Montréal

Wm McLibban
asking that his
services be not
dispensed with

26 Dec. 1899.

Archives de la Ville de Montréal

High School.

Montreal, Dec. 28th. 1899.

L. O. David Esq.

City Clerk.

Dear Sir,

I have the honour to forward herewith copies of the last report of the Board, and to request that you will be good enough to cause one to be placed on the desk of each Alderman at the next meeting of the City Council.

I am,

Your obedient servant,

E. W. Arthy
for S. & T.

Secretary - Superintendent,

Protestant Board of School Commissioners for Montreal.

Archives de la Ville de Montréal

Letters
Protestant Board of
School Commissioners
re Report

29 Dec. 1899

Archives de la Ville de Montréal

Montreal, 29 déc 1899

Mr L O. David
Greffier de la Cité,

Monsieur,

J'ai reçu copie de la résolution très flatteuse qui a été adoptée par le Conseil à l'occasion de l'offre de ma démission comme échevin pour le siége du Quartier Est.

Veuillez exprimer au Conseil toute ma reconnaissance d'une croire

Votre bien dévoué

C. A. Beaudet

Archives de la Ville de Montréal

Lettre de
Mrs Beaudet

Presented to Council 29 Dec 9.
Présenté au Conseil

filed

Archives de la Ville de Montréal